

PluriCité

Le bimestre de Carrefour des Cultures

Numéro 22 - Vol. 1



INTERCULTURALITÉ

Approches et
pratiques en débat



INTERCULTURALITÉ : CONCEPTS ET RÉALITÉS

**LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES FACE AU DÉFI
DE LA GESTION DE LA DIVERSITÉ**

**DIVERSIFICATION DE LA SOCIÉTÉ ET
UNIFORMISATION DES MÉDIAS**

MIGRANTS : UN AUTRE REGARD SUR LES MÉDIAS

SOMMAIRE

3 Edito

4 Dossier

4 Académique

Interculturalité : concepts et réalités
Le monde académique en débat

15 Politique

Les démocraties occidentales face
au défi de la gestion de la diversité

25 Média

Diversification de la société et
uniformisation des médias
Quelle place pour l'interculturalité
dans les médias ?

37 Zoom

Regards de migrant
Intégration, interculturalité et médias
Réflexion collective

Depuis que le concept d'interculturalité est apparu, plusieurs voix se sont fait entendre pour le définir et développer des pratiques autour de lui, afin de renforcer la cohésion et le bien-être collectif. En fait, ces voix s'élèvent et divergent selon les conjonctures et les faits politiques. Dans ce sens, nous constatons que l'interculturalité peine à aller au-delà des discours, des manifestations et des surenchères.

Or, elle a besoin de s'incarner dans l'espace public. Et ce, dans l'ensemble de cet espace ; pas seulement dans les communautés issues des migrations. Bien entendu, certains domaines ont de ce point de vue une importance et des potentialités spécialement élevées ; c'est particulièrement le cas de l'école, ou encore des médias.

Afin de contribuer à faire apparaître ces potentialités des différentes sphères de la société, en matière d'interculturalité, nous avons échangé à leur sujet avec une série d'acteurs de ces domaines : enseignement, médias, politique, associations, ainsi que communautés issues des migrations. Nous vous proposons un dossier où nous avons repris et synthétisé leurs réflexions, questionnements ou encore revendications.

Toujours dans le souci de contribuer à mettre en avant les potentialités des différents domaines évoqués, et de promouvoir leur réalisation, Carrefour des Cultures a élaboré une série de pistes, en se centrant sur le niveau local – mais une bonne partie de ces idées dépassent largement ce niveau. Nous avons intégré ces propositions à la fin de cette édition de PluriCité. Avec une introduction sur notre conception de la diversité, de la citoyenneté et de la démocratie, elles forment un plaidoyer pour l'interculturalité, dont nous espérons qu'il pourra trouver de l'écho. N'hésitez pas à nous communiquer toute annotation, critique ou suggestion que ces pistes et réflexions vous inspireraient.

Nos réflexions et échanges, les différents entretiens comme les recherches et analyses menées autour de l'élaboration des pistes évoquées, tout cela nous a semblé mettre en valeur et confirmer l'importance des conceptions que nous défendons dans le domaine de l'interculturalité. C'est-à-dire, en quelques mots : le lien structurel qu'il s'agit selon nous de tisser et de renforcer toujours plus entre diversité, citoyenneté et démocratie, en donnant à chaque habitant d'un pays les mêmes droits, la possibilité de contribuer à la construction et à la gestion de la cité. En effet, il nous semble que ce lien est le seul moyen de parvenir à une société dont chaque membre se sente à la fois pleinement intégré et responsable et, en même temps, libre et respecté, en ce que sa voix serait prise en compte de la même manière que toutes les autres.

Les échanges ont été si riches que nous avons décidé de consacrer deux actes à leur présentation. Le premier – que vous avez sous les yeux – présente les réflexions d'acteurs de la recherche, de la politique, ainsi que des médias. Le second – qui sortira bientôt –, reprendra les analyses de membres de la société civile organisée, celles de divers acteurs qui se sont exprimés sur le domaine de l'enseignement, ainsi que celles de migrants.

Nous espérons que cette nouvelle édition de PluriCité pourra apporter sa pierre à l'édification d'une telle cité, et nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Daniel Zink

Interculturalité : concepts et réalités

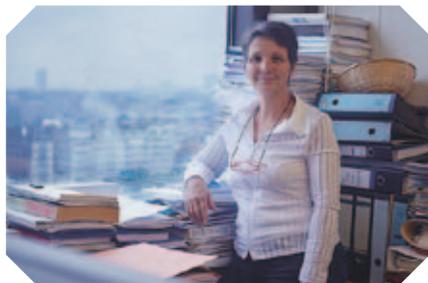
*Le monde
académique en
débat*

Suite notamment aux migrations causées par les conflits au Moyen-Orient, les débats autour du concept d'interculturalité et du dialogue interculturel ont été remis à l'ordre du jour, en Belgique comme dans l'ensemble des pays d'Europe – et ce, dans les différentes sphères de la société. L'une de ces sphères est le monde académique.

Comment les acteurs de ce domaine abordent-ils les questions liées à ces débats ? Quelles pistes entrevoyent-ils pour un enseignement apte à consolider les pratiques interculturelles ? Comment conçoivent-ils le principe de neutralité, et quels sont leurs analyses des dérives discriminatoires auxquelles il peut être lié ? Selon eux, les religions constituent-elles davantage des obstacles ou davantage des opportunités, en matière de dialogue interculturel ? Quant aux appartenances et identités communautaires, sont-elles sources d'enrichissements ou plutôt de replis ? C'est autour de ces problématiques, en particulier, qu'ont tourné les échanges avec les chercheuses rencontrées – avec Nouria Ouali, Anne Morelli et Sylvia Lucchini.

Interculturalité

Approches et déconstructions



NOURIA OUALI

Chargée de cours à l'ULB (Institut de Sociologie).

Institut de sociologie-Faculté des sciences sociales, politiques et économiques.

Auteure de : « Études sur les migrations : l'intérêt d'une approche en termes de genre », « Politique migratoire et femmes migrantes en Belgique », « Les mobilisations des migrantes : un processus d'émancipation invisible », etc.

Le concept d'interculturalité a été élaboré surtout au Canada, puis importé en Europe, où il s'est développé ces vingt dernières années. Ce concept pose souvent assez mal les questions et les enjeux autour du phénomène migratoire et des populations qui vivent et s'installent définitivement dans notre société. L'interculturel, cela ne concerne pas que les migrants dans leur rapport à la société d'accueil. Cela concerne toutes les cultures et nos sociétés d'accueil sont traversées par une multitude de cultures – des cultures urbaines, des cultures rurales,... Dans la culture urbaine elle-même, il y a là aussi une multiplicité de cultures, rien que dans la musique, les quartiers, etc.

L'interculturalité serait une conception assez réductrice, au fond, des réalités culturelles et des dynamiques qui existent entre ces cultures. En effet, elle a surtout été pensée entre la culture nationale et les cultures qui venaient la perturber ou l'enrichir – suivant le point de vue adopté. Or, il faut considérer les «cultures nationales », puisque même ces espaces nationaux ont beaucoup changé et évolué, depuis une cinquantaine d'années ; donc, cette conception-là, qui met en vis-à-vis, pour ne pas dire en opposition, une culture d'un pays et celles de populations qui viennent de différentes régions du monde, c'est déjà une certaine manière de concevoir la culture et les rapports entre les cultures.

La question des cultures est une des dimensions des rapports sociaux en général. Le rapport entre les cultures est déjà un rapport social, un rapport de domination. Et si l'on est dans un tel rapport (par exemple, vis-à-vis des cultures maghrébines, des cultures musulmanes en général, de celles d'Amérique du Sud, de l'Inde, etc.), on va avoir une conception particulière de ces dynamiques-là. Or, par définition même, il s'agit déjà d'un champ extrêmement dynamique, et qui est justement mis en tension dans des rapports sociaux qu'il est important de mettre en évidence. La première chose à faire, quand on aborde la migration sous l'angle de la culture, c'est de déconstruire tout cela, de montrer dans quelle dynamique nous sommes, dans quelle société nous sommes, dans quel cadre nous concevons ces rapports-là, et comment.

Si on prend l'exemple de la Belgique, qui est un pays démocratique, qui repose sur le principe d'égalité, cela va donner évidemment, non seulement, une certaine vision des rapports en question mais cela va également impliquer, en conséquence, dans la cohérence de ce cadre démocratique et égalitaire, un certain rapport à ces cultures. D'un point de vue pratique, ce n'est pas seulement idéologique ou philosophique, cela concerne aussi la manière concrète dont on traite ces différentes cultures. Je pense qu'aujourd'hui, dans la société, un certain nombre de questions se posent à l'égard,

en particulier, des populations de cultures ou de religion musulmanes réelles ou supposées. De mon point de vue, ces questions reflètent précisément ce rapport de domination, où l'on observe qu'il n'y a pas d'égalité entre les cultures qui sont en jeu. Or, la culture musulmane – ou plutôt les cultures musulmanes, puisque même les musulmans sont multiples, il y a des cultures différentes – les cultures musulmanes, donc, font à présent partie intégrante de la nation belge, ce sont des populations qui sont ici depuis très longtemps, qui sont installées, sont reconnues par les institutions. Donc, elles s'ajoutent à l'ensemble des cultures qui composent la société.

Le rapport entre les cultures est déjà un rapport social, un rapport de domination.

Le regard qu'on pose sur notre société du point de vue de la culture est généralement réducteur.

Alors que la réalité montre que c'est extrêmement complexe et qu'il y a un brassage permanent, qu'il y a une dynamique constante et que les cultures musulmanes, par exemple, telles qu'on les pense – et on les pense souvent par rapport au pays d'origine, à l'islam du 7^e siècle, etc. –

cela n'a rien avoir avec les réalités que l'on vit et que l'on connaît aujourd'hui en Belgique.

Neutralité - religion Forces et limites pour un dialogue interculturel

S'agissant de la neutralité, c'est généralement un concept assez mal compris, car on pense que cela signifie disparition des appartenances, ce qui n'est pas le cas. Précisons au passage que le terme « appartenance » est préférable à celui d'identité, car celle-ci est souvent quelque chose qui vous est assigné, tandis que l'appartenance, c'est quelque chose qui relève du choix des personnes ; on assume un certain nombre d'appartenances, et elles sont toujours plurielles. Cela, c'est très important, car l'identité est très souvent réduite à une culture, une religion, une nationalité, alors que vous avez des identités multiples – de sexe, de classe, de race, d'orientation sexuelle, d'âge, etc.

Cette notion de neutralité elle est très importante, évidemment, dans la constitution de l'État belge, puisqu'elle garantit précisément l'expression de ces appartenances – et notamment de ces appartenances religieuses et philosophiques. Cette neutralité devient discriminatoire dès lors qu'elle est interprétée comme étant une nécessité de s'effacer ou d'effacer ses appartenances au nom de ce principe de neutralité.



Ce qui est important, c'est de bien redéfinir ce que la neutralité suppose, en cohérence avec nos

valeurs, et faire en sorte que cette autre neutralité, celle qu'on peut considérer comme une laïcité anticléricale, ne prenne pas le pas sur la véritable neutralité. Celle-ci définit un rapport de l'État aux religions, ainsi qu'un certain nombre de principes, de limites de l'ensemble des philosophies et religions les unes à l'égard des autres. Cela, c'est important, c'est le cadre de cette neutralité, dans les textes, cette neutralité-là n'implique pas un effacement des appartenances religieuses notamment – et cette conception de la neutralité est une spécificité de l'État belge. Ainsi, il est important de remettre « l'église au milieu du village », pour faire bien comprendre ce que cette neutralité implique pour l'ensemble de ces religions (car la neutralité concerne surtout les religions). Il s'agit du rapport entre l'État et les religions, qui a été défini depuis la création de l'État belge, et même avant, déjà – notamment dans la dynamique entre protestants et catholiques –, quand s'est développée une vision

très importante et plurielle, justement, de ce rapport de l'État à la religion.



La laïcité est reconnue au même titre que les autres religions et philosophies. Cela veut donc dire qu'il y a une reconnaissance des groupes de populations qui se définissent comme étant athées et qui adhèrent à un certain nombre de principes moraux – ce qui n'empêche pas d'adhérer à des valeurs morales même si l'on n'a pas de religions. L'humanisme, c'est la philosophie de l'immanence qui, du point de vue de certaines valeurs, est parfaitement proches de certaines religions, mais sans qu'il y ait un Dieu, puisque dans cette conception, tout tourne autour de l'humain, de la force de l'humanité et de la construction du monde par les humains.

La particularité de la Belgique, c'est d'avoir précisément reconnu cette philosophie au même titre que les autres religions. C'est pourquoi elles se positionnent au même niveau et sont financées par l'État, ce qui est relativement récent, d'ailleurs. En lien avec cela, il y a aussi un autre phénomène propre à l'histoire belge, à savoir une lutte d'un groupe de la population qui s'est senti fragilisé et vulnérable à partir du moment où l'on a commencé à reconnaître d'autres religions que les trois qui étaient déjà reconnues, c'est-à-dire les religions catholique, protestante et juive. En effet, l'on a commencé à reconnaître l'islam, les orthodoxes et, maintenant, nous sommes dans le processus de reconnaissance du bouddhisme. Une minorité de la société s'est sentie en quelque sorte menacée, fragilisée par la reconnaissance de ces différentes religions. Elle a gagné sa bataille en accédant au même statut, c'est-à-dire à la fois à une visibilité dans la société, une visibilité institutionnelle, ainsi qu'un financement par les deniers publics – il s'agit donc de la laïcité. Donc cela s'inscrit dans le paysage et dans l'histoire, c'est un processus historique particulier à la Belgique.

En France, les choses sont un peu compliquées, où l'État ne s'immisce pas dans les affaires religieuses

et où les religions ne font pas de politique, mais où l'autorité publique garantit le droit à toutes les religions de s'exprimer dans le respect, évidemment, des unes, des autres ; donc, la neutralité, c'est cela. La seule chose que l'État fait lorsqu'il reconnaît une religion, c'est ce qu'on appelle la gestion du temporel du culte, c'est-à-dire le paiement du ministre du culte et la gestion des édifices religieux qui sont reconnus. De ce point de vue-là, la laïcité belge est plus interprétée comme étant une neutralité de l'État qui n'intervient pas dans les affaires religieuses mais qui leur reconnaît le droit d'exister, de s'exprimer, d'avoir leurs rites, etc., mais pas de s'occuper des affaires politiques. Donc, il s'agit d'une séparation du religieux et du politique, de l'État et des églises. En France, le principe est le même, mais les choses vont plus loin, puisque l'État n'est pas censé reconnaître les cultes, les financer. C'est aussi une dimension historique de l'histoire de la France, le rapport des religions à la laïcité et



à la république, à la révolution française, en fait, car les choses proviennent de cette époque, où l'on a coupé la tête du roi, qui était le représentant sur terre de Dieu ; c'était donc une coupure avec la religion. Même si la laïcité française est multiple, s'il y a différentes approches de la laïcité, dans ce pays, globalement, elle est quand même assez fortement dans une logique anticléricale. Ce rapport à l'église catholique se manifeste à l'égard de toutes les religions, il y a une espèce de peur d'entrer justement dans la logique d'une vraie neutralité, qui permettrait la reconnaissance.

En France, ce qui a évidemment reposé la question de manière importante de ce rapport de la laïcité, c'est la présence des populations musulmanes, qui sont issues des anciennes colonies ; il y a donc une dimension postcoloniale, au niveau de l'État

français, on pourrait dire du rapport de l'empire avec les « indigènes », qui vient compliquer la relation entre l'État et les minorités musulmanes.

La France présente effectivement un autre contexte que le nôtre, qui est à la fois neutre et pluraliste. Aussi, quand on connaît un peu la France et qu'on voit comment les choses s'y passent, on a une fausse impression de cette laïcité qui, en réalité, invisibilise et élimine la vision religieuse qui fait partie justement de beaucoup d'appartenances des populations ; les français aussi, sont catholiques, dès que vous sortez des villes et, en particulier, de Paris ; et même à Paris, il y a beaucoup d'églises, vous voyez que la dimension religieuse est très présente, en France. Ce qui est intéressant à observer, c'est que cette dimension, cette appartenance ou identité religieuse, qui est constitutive des français, a été incomplètement invisibilisée ; et que maintenant, de plus en plus,

Ce qui est important, c'est de bien redéfinir ce que la neutralité suppose, en cohérence avec nos valeurs, et faire en sorte que cette autre neutralité, celle qu'on peut considérer comme une laïcité anticléricale, ne prenne pas le pas sur la véritable neutralité.

elle s'exprime dans l'espace public, car elle est en concurrence avec d'autres identités religieuses, qui s'expriment pour des raisons extrêmement complexes. C'est cela, la dynamique des cultures et des religions, c'est qu'un phénomène peut entraîner une réaction qui, elle-même, en entraîne une autre ; et c'est cette dynamique là qu'il faut

tenter de comprendre, plutôt que d'essayer de coller des étiquettes sur des phénomènes qui sont en réalité extrêmement simplifiés, réducteurs, et qui ne nous expliquent pas réellement ce qui est en train de se passer. L'une de ces simplifications, c'est aussi la réduction des cultures à la religion, qui est un autre risque, voire un problème qui se pose aujourd'hui dans nos sociétés. Les cultures au

sens large, sont extrêmement dynamiques ; elles sont dans des rapports de pouvoir, et ce sont ces rapports qui expliquent que les choses s'expriment d'une manière ou d'une autre, dans les contextes belges ou français, par exemple.

Hiérarchisation et inégalité entre les cultures, quelles solutions ?

Plutôt que de croire qu'on va adoucir la réalité avec un concept, comme celui d'interculturalité, il faut au contraire choisir des concepts qui reflètent la réalité, qui est extrêmement dure, violente à l'égard des populations qui sont minoritaires, les populations noires, migrantes, les populations qui sont étiquetées, stigmatisées parce qu'elles sont ce qu'elles sont.

L'interculturel, c'est un concept qui euphémise un peu les réalités ; on a peur de parler des faits qu'on connaît, des rapports aux migrants, rapports qui sont d'une violence inouïe. La réalité de la question migratoire est, depuis une dizaine d'années, d'une violence inouïe, il y a des milliers de morts. Il y a par exemple tout le problème des Syriens, des Irakiens qui fuient légitimement leur pays en guerre ; et la

manière dont ils ne sont pas accueillis, tout cela c'est de la violence énorme, on le voit tous les jours dans les informations. C'est cela, la réalité.

Comment peut-on améliorer, adoucir la vie de ces migrants, de leur descendance ? À cet égard, il est nécessaire, justement, de se poser des tas de questions sur la manière dont on pense ces populations, de déconstruire la manière dont on les construit socialement pour pouvoir justifier leur stigmatisation, voire leur discrimination, comme je l'ai expliqué tout à l'heure. Le concept qui est fondamental, c'est la notion d'égalité, c'est ce qui est au fondement de notre société, de la civilisation qui est née de la révolution française et qui a voulu, justement, abolir toutes les hiérarchies – même si on n'est pas encore arrivé au bout, puisque, par

exemple, les hiérarchies de sexe ne sont pas encore abolies.

Ce projet de société, qui repose sur une vision des humains, sur une vision des rapports entre eux, ce projet est fondamental. On utilise des concepts, on met l'accent sur les cultures alors que les réalités matérielles, économiques, sociales sont extrêmement dures et violentes ; mais on les cache pour aborder les questions culturelles.

La culture c'est une des dimensions de l'humanité mais ce n'est pas nécessairement la plus importante. Comment traiter des questions culturelles sans traiter des questions qui sont au fondement de toutes ces problématiques que nous avons évoquées ? C'est-à-dire les questions liées au social, à l'économique, au politique, au symbolique – cela aussi c'est très important –, etc. Il s'agit donc de revenir à des choses beaucoup plus complexes, qui prennent l'humain dans sa complexité, dans l'ensemble de ses différentes facettes et dimensions ; ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de traiter ces groupes de populations dans leur ensemble et dans leur rapport à la société.

Il est primordial de réinterroger la question de l'égalité. Nos sociétés ont été transformées par l'arrivée de population pour x ou y raisons ; il s'agit donc aussi de se demander comment, justement, ces populations nous interrogent et nous obligent à repenser ensemble la société. Ce qui est primordial, c'est que dans cette rénovation, dans cette réflexion sur soi, tout le monde doit être inclus.

L'impression qu'on a, aujourd'hui, quand on observe ces choses, c'est que, finalement, ce sont les nationaux, ce qu'on appelle les « vrais Belges », qui disent comment il faut penser la société. Or, cela ce n'est plus possible ; notre société est mélangée, diverse – ce n'est pas un scoop, d'ailleurs, cette notion de diversité, on en fait tout un discours, on l'exalte un peu ; en tout cas, c'est une réalité de nos sociétés. Le vrai enjeu, c'est justement de voir, dans cette diversification de la population, comment redéfinir ensemble qui l'on met autour de la table pour repenser la société. Cela, c'est l'égalité.

Si l'on reste dans cette idée que, finalement, il y a des vrais citoyens, des vrais Belges, des vrais nationaux et les autres sont à la marge, on est en définitive toujours dans cette idée qu'il y a des groupes qui sont inférieurs et d'autres groupes qui sont dominants, qui sont les vrais maîtres, au fond, de ce qui se fait dans cette société. Les autres étant éventuellement à consulter de temps en temps, méritant peut-être un ou deux droits mais sans que, en réalité, on les mette autour de la table.

C'est pour cela qu'il est important de parler d'égalité. Et à partir du moment où vous traitez de l'égalité, le reste vient avec. C'est-à-dire que si vous êtes des égaux, votre culture aura le droit de s'exprimer – enfin, quand on dit « votre culture », on est déjà dans quelque chose de construit ; car cette culture-là, elle a déjà changé, depuis les soixante ou septante ans de l'immigration. Tout cela a changé, les cultures belges et les cultures migrantes se sont nourries mutuellement, se sont rencontrées, elles ont relativisé un certain nombre de choses.

On met l'accent sur les cultures alors que les réalités matérielles, économiques, sociales sont extrêmement dures et violentes ; mais on les cache pour aborder les questions culturelles.

Il y a une difficulté, en quelque sorte, d'intégration, non pas des groupes migrants – car c'est toujours à eux qu'on dit « vous n'êtes pas intégrés » – mais c'est plutôt la société dominante qui a du mal à intégrer ces populations. Il y a comme un retournement de l'argumentation sur les populations qui sont en réalité les plus vulnérables, les moins dotées du point de vue du pouvoir, de l'influence sur la société. Finalement, ce sont elles qu'on rend responsables de quelque chose que nous, nous ne digérons pas, pour des tas de raisons. L'enjeu, c'est la question de savoir comment est-ce qu'on perçoit les autres dans notre philosophie, dans notre approche de l'humain, comment est-ce que l'égalité se traduit dans notre vision des groupes qui sont autres et, surtout, dans nos rapports à eux – et cela, dans tous les domaines de la vie.

L'Histoire, une approche pour reconnaître les altérités et comprendre les ethnocentrismes



ANNE MORELLI

Docteure en histoire contemporaine et directrice du centre interdisciplinaire des religions et de la laïcité à l'ULB.

Spécialisée dans l'histoire des religions et des minorités. Auteure de « la participation des immigrés italiens à la résistance belge », « Aires de pluralisme et aires de monolithismes religieux à l'aube de 21^{ème} siècle : une tentative d'approche par l'analyse d'information », « Quelle langue pour les italiens de Belgique », etc.

L'histoire des migrations permet d'approcher de manière assez précise les concepts d'interculturalité. Par exemple, tenter de comprendre pourquoi il y a des Polonais en Belgique, durant l'entre-deux-guerres, oblige non seulement à travailler sur l'histoire des mines, dans le pays, mais aussi sur l'histoire de la Pologne, sur les raisons de ce départ. Il y a le « pull » et le « push », ce qui attire et ce qui pousse à partir. C'est la même chose, évidemment, pour chaque mouvement migratoire.

Il est important de militer pour certaines réformes en matière d'enseignement. Concernant les cours d'histoire, intégrer des leçons-modèles sur Volubilis par exemple, une ville romaine du Maroc, peut faire sens, dans une classe où une bonne partie des élèves sont marocains d'origine et ont l'impression que ce cours d'histoire ne les concerne pas. Ce cours sur Volubilis leur permet de comprendre que les gens de cette époque parlaient latin pour échanger leurs produits, qu'ils croyaient aux dieux Mars, Jupiter, etc. D'autre part, ce qui est important, c'est qu'ils se sentent concernés par cela et qu'ils voient qu'il y a des points communs entre nos histoires.

À un certain moment, les Gallo-romains d'ici et les Berbères de Volubilis ont le même plan de ville, les mêmes bains, la même induction d'eau, les mêmes égouts, le même temple, le même arc de triomphe,... C'est

important de créer des liens, au lieu de toujours séparer – « vous, vous êtes comme ça, vous avez une histoire comme ça »,... Il faut voir ce qui nous lie, dans l'histoire. C'est un des buts d'un cours d'histoire.

Aujourd'hui, beaucoup de professeurs – et cela correspond au programme actuel –, lorsqu'ils voient les croisades, les abordent sous le point de vue des chrétiens d'occident, des chrétiens d'orient, des Arabes et des communautés juives, et cela, c'est intéressant, évidemment. Ce n'est pas qu'il s'agisse de dire : « nous avons une civilisation merveilleuse et, vous aussi, vous avez une civilisation merveilleuse » ; ce qui est intéressant, c'est de mettre en valeur les points communs, sans nier les conflits. Le cours d'histoire est un cours particulièrement intéressant, à ce niveau-là, pour découvrir les différentes cultures et leurs interactions.

Chaque groupe humain croit que son style de vie, sa manière de concevoir le monde est préférable aux autres.

On voudrait dire : « il faut valoriser toutes les langues, toutes les cultures » ; mais cela n'est pas toujours possible. Il y a par exemple des religieux, en Inde, qu'on nomme les Jaïns ; pour être tout à fait purs ils doivent vivre tout nu. Il est important de respecter leur culture et leur religion, mais si l'on implantait 2000 Jaïns à Molenbeek, on imagine

les conflits que cela créerait, eux qui veulent vivre tout nu et la dame, en face, qui veut vivre avec son voile. De ce fait, l'espace commun doit être géré

d'une manière qui n'offense personne, de sorte que personne n'impose ses croyances et ses habitudes aux autres. C'est assez difficile pour les vêtements, la nourriture, etc.

On marche sur des œufs, car respecter les coutumes, est-ce respecter celles de tout le monde ou bien celles de la majorité? Pourquoi pas celles des minorités? Et à partir de quand est-on majoritaire ou minoritaire? Il faut une négociation constante, pour que chacun puisse se sentir bien.

La laïcité peut apporter des solutions à ces problématiques. Dans l'espace public, on doit pouvoir faire abstraction d'un certain nombre de revendications. Il faut que la société mette entre parenthèses ces prétentions des religions à s'imposer dans l'espace public, car sinon, cela indispose les autres. On a toute liberté de pratiquer son culte dans son église, sa synagogue, sa mosquée, mais on ne peut pas occuper l'espace public avec cela. On ne peut pas commencer à considérer qu'on peut faire une procession catholique dans une rue même si y vivent de nombreux juifs, musulmans, etc. Non l'espace public est à tout le monde. Donc, c'est très compliqué de le gérer.

Il y a une notion qui est très importante pour comprendre les revendications des différents groupes ethniques, celle d'ethnocentrisme; c'est-à-dire que chaque groupe humain croit que son style de vie, sa manière de concevoir le monde est préférable aux autres. Quand on a compris cela, on se rend compte que c'est universel, évidemment, que le Pygmée, le Bochimane, l'Esquimau ont tous cette même idée que tout le monde devrait vivre comme eux, car c'est la meilleure façon de vivre. C'est une notion extrêmement importante, pour prendre du recul par rapport à nos préjugés.

Parfois, un groupe humain a trouvé une solution objectivement meilleure que d'autres, notamment dans le domaine technologique. Mais dans les autres domaines, quelle est la musique la plus belle? Quelle est la religion la plus intelligente? Quelle est la peinture la plus artistique? Quelle est le système de famille le plus harmonieux? Nous n'avons aucune réponse.

Donc chacun pense que son système est le meilleur; et le corollaire, c'est qu'idéalement, il faudrait imposer ce système à tout le monde puisque c'est le meilleur.

Cet ethnocentrisme, on le voit dans le nom que les peuples se donnent et dans les mythes de la création. Burkina-Faso, c'est le pays des hommes honnêtes, des hommes intègres. Ils ont l'impression qu'eux, ils sont honnêtes, que tous les autres sont des voleurs. Le Pakistan, c'est le pays des hommes purs, donc tous les autres sont impurs. Les Rom, comment appellent-ils les autres? Ils les nomment par un mot qui signifie « cul-terreux », « ceux qui restent sur place », tandis qu'eux sont les vrais êtres humains libres.



Presque tous les groupes humains se déclarent eux-mêmes les vrais êtres humains, les autres ne l'étant donc forcément pas. Quand vous voyez les mythes de Création dans ces divers groupes, c'est toujours la même chose: eux ont été créés les plus beaux et les autres sont des brouillons ou en tout cas des gens qui ont été malheureusement créés avec un défaut. Par exemple, les Indiens cherokees pensent que, lors de la Création, Dieu a fait des statuettes en terre et les a cuites pour produire les êtres humains. Il était si impatient qu'il a retiré trop vite la première; cela a donné les blancs. Pour la deuxième, il a attendu juste ce qu'il faut; cela a donné les ancêtres des Indiens, cuivrés à point. Il les admirait tellement qu'il a oublié la troisième statuette, cela a donné les noirs, qui ont brûlé. Et si vous interrogez votre maman ou votre grand-mère, ils diront que ce sont les blancs qui sont les plus beaux, évidemment.

L'université, quelle présence interculturelle ?



SYLVIA LUCCHINI

Professeure à la faculté de philosophie et lettre à l'UCL.

Auteure de : « L'enseignement des langues d'origine, à quelles conditions ? », L'Apprentissage de la lecture en langue seconde. La formation d'une langue de référence chez les enfants d'origine immigrée, L'enfant entre plusieurs langues : à la recherche d'une langue de référence », « Langues et immigration dans l'enseignement en Communauté française de Belgique », « Langues et immigration », etc.

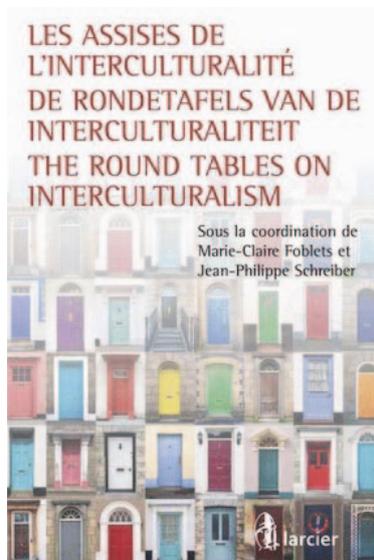
Le problème, c'est le concept d'interculturalité en lui-même, car on entend tout et n'importe quoi, à son propos, on le comprend de manières très différentes.

Une première manière de l'entendre implique que les populations qui arrivent doivent être interculturelles, dans le sens d'une obligation, avec l'idée que ces populations doivent au mieux s'adapter, au pire s'assimiler à la population locale, dans cette optique.

Une autre manière de l'entendre contient l'idée d'une phase de négociation, par laquelle l'individu pourrait passer. C'est la plus intéressante, dans la mesure où elle se base sur le principe qui veut que lorsqu'on accueille certaines particularités dans un tout, ce tout va changer. On peut entendre l'interculturalité de cette manière, c'est-à-dire comme étant un moment de négociation.

L'idée serait d'entrer en négociation et de voir ce que l'un et l'autre groupe accepteraient de changer pour trouver un mode de vie commun.

Enfin, il y a une troisième manière de l'entendre, celle développée en Amérique latine, où le concept d'interculturalité – on parle là-bas d'interculturalité critique – est le fait d'exiger l'égalité de droit, l'égalité des chances, ainsi que l'égalité d'acquis. Le premier moment de l'interculturalité c'est cela ; après, on peut parler de tout le reste.



En Belgique, on a toujours réduit l'interculturalité à la première approche que j'ai évoquée, jamais en considérant l'aspect négociation.

Les Assises de l'interculturalité ont essayé d'introduire cette dernière dans sa forme accomplie, c'est-à-dire en lien avec l'idée de négociation ; par exemple, pour la première fois, on a commencé à parler d'accommodements raisonnables comme étant quelque chose d'évident.

La question de l'intégration reste posée, elle n'est pas claire et il vaut mieux la considérer et y réfléchir, se demander ce que l'on est disposé à faire ensemble, plutôt que de la laisser de côté, ce qui arrive souvent.

Dialogue et pratique interculturelle regrets et enseignements

Concernant le parcours d'intégration, son appellation est regrettable. Cet intitulé laisse supposer que si l'on suit ce parcours, avec ses volets linguistiques et citoyenneté, l'on est intégré, comme si c'étaient les seules et uniques voies d'intégration. En réalité, cela ne se passe pas du tout comme cela. Prenons l'exemple des premières migrations (italiennes...): les personnes sont venues sans parler un seul mot de français et ils ont réussi leur « intégration » ; je ne dis pas que cela n'aurait pas été une bonne chose, d'avoir à l'époque des structures pour accompagner les migrants, ainsi qu'un parcours d'accueil ; mais en tout cas, l'intégration de ces personnes s'est tout de même faite. Elle a eu lieu via le travail et la vie locale. On supposait que l'acquisition linguistique allait se faire avec le temps. Cette manière d'aborder la chose est cohérente, car la meilleure chose, pour apprendre une langue, reste le fait d'être dans un milieu communicatif.

Attention, cela ne veut pas dire qu'apprendre le français en classe ne soit pas nécessaire. Cela veut juste dire que c'est utile, mais certainement pas une condition à l'intégration des personnes.

C'est vraiment ce qui est regrettable, concernant le parcours d'accueil ; c'est cet aspect obligatoire de l'apprentissage comme condition à l'intégration de la personne. Ce qu'il y a d'hypocrite, aussi, avec cette obligation, c'est que l'on laisse sous-entendre, également: que les personnes n'ont pas envie d'apprendre le français et que, donc, on devrait les



y obliger, alors que l'intégration des personnes migrantes des décennies passées prouve le contraire. Les premiers migrants étaient, justement, demandeur de cours de français et, à l'époque, cela leur était refusé ou était, tout au moins, très limité.

Au sujet des Assises de l'interculturalité, même s'il l'on reconnaît que beaucoup de propositions faites peuvent être intéressantes, le problème est que la plupart d'entre elles n'ont pas été poursuivies. C'est dommage, dans la mesure où, avec ce processus, pour la première fois, on parlait de négociation, on abordait l'interculturalité dans les deux sens.

***En Bolivie et au Chili,
par exemple, on part du
postulat que le savoir
local est tout aussi
important et a la même
valeur que le savoir
occidental.***

Il est également intéressant de savoir de qui l'on parle, quand on parle de négociation. Avec qui l'on négocie ? Qui est l'interlocuteur ? L'intérêt des Assises, c'est aussi que, pour la première fois, on a parlé de communautés. Pourtant, ce n'est pas vraiment clair, de quelle communauté parle-t-on ? Et une fois que l'on a défini les communautés, sont-elles légitimes ? Qui les choisit ? Qui les représente ?

Migration et conscientisation, quelles responsabilités du monde académique ?

Le monde académique a trois tâches principales, concernant ces questions comme l'ensemble des thématiques traitées à l'université.

La première est la recherche – c'est-à-dire la production de nouveaux savoirs validés.

La deuxième est l'enseignement sur la base, aussi, de la création de nouveaux savoirs. L'enseignement et la recherche sont donc étroitement liés.

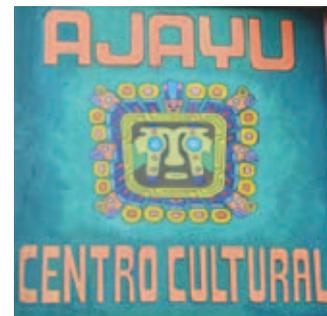
La troisième – celle qui nous concerne ici – est le service à la société. Cela concerne par exemple la vulgarisation du savoir produit. C'est donc là que nos actions peuvent être utiles, en termes de conscientisation, entre autres en lien avec les migrations.

La recherche est également très importante, pour tenter de comprendre différents phénomènes sociétaux et, notamment, ce qui touche à la migration et à l'interculturalité. Cependant, les moyens financiers ne sont pas nombreux et nous avançons donc plutôt par le biais des thèses de doctorat qui nous permettent de réfléchir sur ces questions.

Nous n'avons pas encore eu de thèse sur le parcours d'intégration mais nous avons déjà travaillé sur le DASPA et sur les représentations qu'ont les enseignants vis-à-vis des élèves issus de l'immigration, par exemple, et les résultats sont très intéressants.

Nous répondons également à des interviews et écrivons des articles ; cela aussi, peut favoriser la conscientisation des individus.

C'est intéressant de réfléchir à ce genre de question, dans la mesure où, de manière générale, le savoir est globalement propre à la culture du pays. Et



cela, davantage encore en occident. Cela dit, de petites innovations sont en cours, nous sommes notamment en partenariat avec des universités en Amérique latine, pour des échanges de savoirs en liens avec les cultures de là-bas. Sur ce continent, les questions interculturelles sont abordées d'une manière très différente, par rapport à ce qui se fait ici. Par exemple, en Bolivie, les rapports entre populations indigènes précolombiennes et autres ethnies du pays sont très intéressants à analyser. En Amérique Latine, les questions interculturelles sont abordées de manière universelle – les cultures occidentales comme locales sont au centre des débats.

En Bolivie et au Chili, par exemple, on part du postulat que le savoir local est tout aussi important et a la même valeur que le savoir occidental. Plus encore, ce savoir local peut apporter certaines particularités, il peut valoriser les deux autres savoirs. Le savoir local devient ainsi, selon leur conception de l'interculturalité, tout aussi universel que le savoir occidental.

Autre différence : en Europe, il y a eu un appel de main d'œuvre, ce qui fait que la frontière de statut s'est faite aussi sur une base socioéconomique. En Amérique Latine, ce sont de grosses franges de la société qui ont été discriminées, sur base de leur ethnie, la frontière culturelle est davantage marquée.

Les démocraties occidentales face au défi de la gestion de la diversité

L'ensemble des pays d'Europe est aujourd'hui confronté aux défis de la diversité, de l'intégration des différentes cultures et communautés qui composent les sociétés. Dans de nombreux discours politiques, dans la plupart des médias, comme dans des revendications de citoyens, on constate ceci : l'altérité et la différence continuent à susciter des attitudes et des réactions qui font obstacle et frontière, plutôt qu'elles ne cultivent des intersections nourrissant des interactions fécondes.

Face à ces enjeux, nos sociétés sont confrontées à un dilemme entre, d'une part, des réponses fondées sur l'État de droit et le dialogue interculturel et, d'autre part, le communautarisme et/ou le nationalisme. Si seule la première de ces options est réellement défendable et digne des valeurs que nous proclamons, il est vrai qu'elle ne représente pas pour autant une voie facile et confortable, et que l'interculturalité demeure victime de replis identitaires et de discours maladroits ou mal adaptés.

Comment le politique peut-il être porteur d'une vision de société qui conjugue l'État de droit avec la diversité d'approches, d'appartenances, voire de cultures ?

Comment faut-il faire valoir un courage politique qui plaide pour une démocratie intégrant chaque composante de la société et respectant les minorités ? Autrement dit, l'interculturalité peut-elle traverser le projet politique et le projet sociétal ?

Le monde politique belge est-il à sa hauteur ? Comment aborde-t-il les défis concernés et comment conçoit-il les causes des difficultés ? De quelle façon pense-t-il au juste le concept d'interculturalité ? Quels regards critiques porte-t-il sur les politiques développées jusqu'ici, en matière d'immigration / intégration ?

C'est autour de tels enjeux et questions que les entretiens se sont développés avec Jean-Charles Luperto, Sarah Turine, et Ariane Estenne.

Diversité, interculturalité, quelles alternatives politiques ?



JEAN-CHARLES LUPERTO

*Homme politique membre du Parti socialiste.
Député wallon, depuis le 13 juin 2004. Bourgmestre de Sambreville, depuis le 4 décembre 2006.*

L'histoire se répète, et cette radicalisation à droite, avec des thèses de droite, de rejet de l'autre, on ne peut pas dire aujourd'hui ce que cela peut donner, quand, globalement, on utilise les leviers de la démocratie pour faire passer des régimes qui, eux, ne sont précisément plus démocratiques.

L'on n'en est pas encore là aujourd'hui, mais quand même plus très loin. Il y a des signaux inquiétants, sur le plan mondial, de la Turquie aux USA, des USA à la Belgique fédérale, avec un noyau d'une droite un peu dure qui, globalement, finit par contaminer la droite dite humaniste qui existe en Belgique francophone, ou, en tout cas, qui y existait, car elle a un peu perdu son âme, au cours de ces trois dernières années. L'on ne sait pas à quelles outrances cela peut conduire. Nous avons quand même des exemples qui nous ont démontré ce que pouvait donner l'éclosion de ces thèses-là quand elles vont au bout de leur logique.

Il y a en effet une sorte de décomplexions, liée à l'avènement d'un certain nombre de majorités comportant des individus d'extrême-droite, dans les gouvernements, on le voit en Autriche, en Italie,...

Une fois encore, quelle est la trame de fond? Exactement la même que dans les années 30 : une crise économique et sociale profonde. Les indicateurs macroéconomiques indiquent qu'il y a une reprise mais, actuellement, elle ne profite pas aux gens, car elle s'accompagne de mesures des

gouvernements qui contribuent à affaiblir les plus faibles et à renforcer les plus forts.

Ce qui ne va faire que tendre le rapport entre les possédants et ceux qui ne possèdent pas. Cela fait forcément le nid d'un certain nombre d'extrémismes. Il est vrai que le grand talent de la droite, durant les quinze dernières années, a été de monter les petits les uns contre les autres : bien souvent, le travailleur qui ne gagne pas beaucoup sa vie finit par en vouloir à la locataire sociale, le chômeur finit par en vouloir à celui qui est au CPAS,... Finalement, tous ceux qui sont en bas se battent entre eux, ce qui laisse les mains libres à ceux qui sont au-dessus.



La grande difficulté, c'est qu'une minorité – qui a des intérêts à ce que les thèses de droite triomphent – parvient globalement à contaminer les esprits d'une très large majorité, qui sera pourtant pénalisée par cette politique. Ou bien, est-ce que c'est nous, partis de gauche, qui échouons, en ne parvenant pas à imposer nos thèses, alors qu'elles sont à priori évidentes pour la grande majorité de la population, et dans son intérêt ?

La gauche, incertitude et mise en question

Il y a eu un basculement, dans l'histoire, qui a mené à une décomplexion par rapport à l'objectif de faire reculer l'État, et, dans le même sens, qui a mené au développement d'une droite plus dure, qui s'est globalement imposée, notamment car certains, même à gauche, ont eu la tentation de la « troisième voie » (davantage à droite), en considérant que c'était du modernisme, qu'il fallait évoluer... Et peut-être qu'eux-mêmes avaient le sentiment d'une sorte de ringardise, par rapport à leurs thèses. Nous en sommes revenus, mais certains, chez nous, ont parfois été un peu en interrogation, vis-à-vis de ces thèses-là.

Gauche gestionnaire, pragmatique mais, dans le concert européen, encore une vraie gauche ? Là où la gauche française a joué sa survie, c'est quand elle s'est diluée dans un monde politique trop à droite. Si l'on analyse les délocalisations, le dumping social, un certain nombre de difficultés que créent globalement le tout à l'actionnaire et le rien aux travailleurs, etc., on doit constater que, en matière de bonheur collectif, le modèle actuel n'est quand même pas celui qu'il faut suivre, même sous l'angle économique. Ce modèle rend les petits plus nombreux et plus pauvres et, donc, mène vers la

situation où une grande majorité de personne n'a plus rien pour vivre, pour consommer. On voit bien, donc, que le calcul est mauvais : premièrement, ces personnes n'injectent alors plus rien dans le circuit de l'économie et, deuxièmement, en termes de bonheur collectif, une déprime globale s'installe, avec tout ce que cela peut supposer. Nous parlions des intégristes, des thèses droitières, etc. C'est tout cela que cela génère. De plus – autre fait généré –, quand on n'a rien, on va chercher chez celui qui a, de gré ou de force.

Beaucoup de personne ont l'impression que la gauche ne défend plus suffisamment les plus faibles et ils ont sans doute raison par la façon dont les choses sont renvoyées mais, encore une fois, il faut bien voir que le bruit de fond dominant est entretenu par tous les outils médiatiques dont ces partis de gauches n'ont pas les leviers.

Il n'y a pas de hasard à ce que des types comme Trump et Berlusconi aient considéré que détenir des empires médiatiques était quelque chose d'important. C'est quand même comme cela qu'on formate les esprits. En Belgique, c'est la droite qui possède les médias.

S'opposer à la diversité et à l'interculturalité c'est normaliser les discours réducteurs.

Phénomènes migratoires, diversité et interculturalité, sujet relégué au second plan ?



SARAH TURINE

Femme politique belge, membre d'Écolo.

Coprésidente d'Écolo avec Jean-Michel Javaux, du 20 novembre 2009 au 4 mars 2012. Depuis 2012, échevine de la jeunesse, de la prévention et de la cohésion sociale, du dialogue interculturel et de la lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek-Saint-Jean.

La question du phénomène migratoire est un peu délicate, car on en parle bien plus aujourd'hui que dans le passé, alors que le phénomène en question n'est peut-être pas tellement plus important. Le risque, évidemment, c'est que plus on en parle, plus on attire l'attention sur lui, de sorte à le grossir. Il y eut un sondage qui demandait aux gens quel pourcentage de la population est constitué de musulmans, et on arrivait à des chiffres complètement fous. Donc, ce genre d'impressions nourrit les fameuses thèses d'extrême-droite, du grand remplacement, etc. Il en va de même par rapport aux migrants, quand les gens pensent que nous en sommes envahis, alors qu'en fait, le flux migratoire n'a pas tellement augmenté, comme évoqué, même s'il a connu des pics ces dernières années, suite aux conflits au Proche et Moyen-Orient notamment.

Les migrations ont existé de tous temps et elles sont nécessaires à l'élaboration de chaque société.

L'impression vient aussi du fait que les frontières se sont renfermées, et donc que les conditions pour les migrants sont devenues beaucoup plus difficiles que quand elles étaient plus ouvertes, ce qui fait que l'on parle plus du phénomène – puisque, également, il y a plus de morts, dans la Méditerranée. Mais les migrations ont existé de tous temps et elles sont nécessaires à l'élaboration de chaque société. Il s'agit donc de voir comment en parler sans nourrir les peurs, mais de manière à positiver.

Ce dont il faut s'assurer, c'est que les questions remontent dans l'agenda politique, et pas seulement dans le but assez populiste de nourrir les peurs. Et en même temps, il s'agit que ces questions soient en haut de cet agenda mais d'une manière qui ne produise pas l'effet inverse, c'est-à-dire celui de nourrir les peurs.

Europe des communautés ou communautarisme des minorités ?

Le repli identitaire touche un peu tout le monde, pour l'instant. Peu importe quelle est la langue, la culture, la confession et d'où viennent les parents; pour l'instant, l'individu vit dans un monde qui est dur, ce n'est pas évident de gagner sa vie... Les attentats ont créé un monde insécurisé pour tout le monde, peu importe qu'on soit majoritaire ou minoritaire.

Le premier réflexe, pour tout le monde, cela va être le repli, car l'individu se sent plus en sécurité avec les gens qui lui ressemblent, c'est

normal, c'est tout à fait humain et on ne peut pas le reprocher. Il est important de pouvoir se retrouver avec des gens qui nous ressemblent, d'avoir droit à

une vie un peu communautaire – que j'habite Uccle et sois avocat d'origine belgo-belge depuis 25 générations, ou que j'habite Molenbeek et sois restaurateur, et que mes parents soient originaires d'un pays du Maghreb. Mais en même temps, il s'agit de se

rendre compte que la société est multiple, que je dois donc aussi aller partager avec les autres, pour construire avec eux la société, ce qui ne m'empêche pas d'être et de dire qui je suis et d'en être fier. Cela, cette participation à la construction du vivre ensemble, c'est la responsabilité de tout le monde. Donc, le repli ne touche pas que certains. Ce n'est pas qu'à Molenbeek, qu'il faut travailler sur la question du repli identitaire, il le faut aussi à Uccle, Auderghem, Namur, Libramont,...

***Ce n'est pas qu'à
Molenbeek, qu'il faut
travailler sur la question du
repli identitaire, il le faut
aussi à Uccle, Auderghem,
Namur, Libramont,...***



L'interculturalité, un autre défi pour l'éducation permanente



ARIANE ESTENNE

Conseillère en éducation permanente au cabinet de la vice-présidente et Ministre de la Culture et de L'Enfance, Alda Greoli.

Concernant l'interculturalité, l'élément central est les rencontres entre les personnes. Par exemple, l'expérience aujourd'hui, de la plateforme citoyenne au parc Maximilien, montre que c'est à partir du moment où l'on rencontre des personnes qui viennent d'autres cultures ou d'autres identités qu'on peut déconstruire les stéréotypes.

Une des premières réponses, par rapport au racisme, aux préjugés, aux stéréotypes, c'est la rencontre de l'autre, in fine, c'est l'humanité qui en ressort, et on voit alors qu'on partage plus de commun que de différences.

Deuxièmement, dans le même temps, il ne faut pas idéaliser non plus les pratiques menées aujourd'hui dans le domaine de l'interculturalité. Beaucoup sont extrêmement positives mais on reste quand même dans une société où l'on peut aussi relativiser la rencontre. Il y a quelques expériences et associations qui font ce travail d'une très bonne façon mais, majoritairement, on reste quand même plutôt dans des quartiers qui sont assez marqués, où il n'y a pas forcément de rencontre. La mixité, elle n'est pas si présente.

Il y a des gens qui se rencontrent mais je pense que, le plus souvent, les personnes restent dans leur milieu culturel et n'ont pas tant de liens que cela avec les autres environnements sociaux. Il est même frappant, dans les villes, de voir que, d'un

quartier à l'autre, des cultures vivent côte à côte et ne se rencontrent pas du tout ou presque.

Par ailleurs, la rencontre des autres cultures est une première étape mais, d'après moi, cela ne suffit pas à répondre à une série d'enjeux politiques actuels. Il est également nécessaire de créer des lieux collectifs où l'on puisse poser les questions culturelles.

Au cours du 20^e siècle, il y a eu de tels espaces pour la mise en débat des questions liées aux conflits

socio-économiques et politiques mais, par rapport aux questions liées aux conflits culturels, de tels espaces, des lieux encadrées, pour de tels débats autour de ces questions, manquent cruellement.

Les initiatives d'interculturalité liées à la rencontre de l'autre sont très positives et nécessaires, mais il faudrait aussi pouvoir se donner des lieux où l'on puisse vraiment mettre en débat des questions qui vont fâcher, gêner, amener des émotions, et où ces émotions puissent être accueillies.

Concernant la manière dont le monde politique réfléchit la question de la diversité, on constate en tout cas que cette question est à l'agenda politique – en lien avec les enjeux migratoires, etc. Tout le monde se sent donc obligé d'avoir une parole à donner.

Il est nécessaire de créer des lieux de conflictualités où ces questions-là soient réfléchies ensemble.

Il y a des appels à projets, des mesures sont prises... Il est assez aisé de constater que souvent ces réponses ne sont pas adéquates. D'abord, nous sommes dans un temps assez court, depuis la mise en place de ces mesures, pour pouvoir les évaluer. Ensuite, la question est tellement complexe que les réponses toutes simples sont rarement suffisantes.

Les politiques mises en place aujourd'hui sont assez limitées. Elles ont le mérite d'exister, mais elles ne répondent pas entièrement et de façon adéquate aux problèmes. Certes, il est difficile de penser des mesures suffisamment adéquates. Il faut jouer sur un faisceau politique différent, ce n'est sûrement pas un ministre ou une politique qui doit être responsable de cela, la responsabilité doit être transversale à tous les politiques.

Aussi, il faut être sur le moyen et le long terme, les mesures à très court terme sont rarement pérennes. En lien avec l'éducation permanente, qui est une des clés de solution, il s'agit de continuer à financer correctement les associations qui font un travail de terrain (éducation permanente, jeunesse, tous les décrets qui concernent la proximité avec les personnes...) c'est une réponse qui reste intéressante et, finalement, les deux bases de la démocratie, cela reste l'enseignement et la culture. Donc, il faut toujours les financer correctement.

Au sujet de la question de la relativité culturelle, il est intéressant de partir des personnes qui ont plusieurs cultures, car cela décloisonne les choses et car on voit que l'on peut avoir plusieurs identités qui cohabitent très bien ensemble. Les personnes qui se sentent porteuses de plusieurs cultures sont des interlocuteurs vraiment intéressants, car ils montrent que l'on peut dépasser les différences, et quelle richesse cela peut être d'appartenir à plusieurs cultures.

Par rapport à la question de l'imposition de ses propres normes à d'autres cultures, il faut conscientiser l'individu à la reconnaissance du fait que toutes les cultures se valent et qu'il n'y a pas lieu de les hiérarchiser.

Les initiatives d'interculturalité liées à la rencontre de l'autre sont très positives et nécessaire, mais il faudrait aussi pouvoir se donner des lieux où l'on puisse vraiment mettre en débat des questions qui vont fâcher.

Cela étant, l'approche des droits de l'individu semble intéressante et reste le critère fondamental. D'une part, les droits assurant le respect des minorités, de leur liberté d'expression, de leur religion, etc. Et d'autre part, les droits liés à la non-violence, au respect de l'intégrité physique.... En sommes, toutes les cultures se valent et peuvent cohabiter et le critère qui doit rester décisif c'est le respect des droits fondamentaux pour respecter tout le monde dans ses propres cultures.

PCI*

Expérience, évolution et perspective



STÉPHANIE WILMET

Porte-parole et cheffe de cabinet adjointe de la ministre Isabelle Simonis, en charge des droits des femmes et de l'égalité des chances.

Aujourd'hui et à ce stade du processus, quelles sont les forces et les limites que l'on peut déceler concernant le programme PCI ?

Peut-on déjà, réellement, évaluer les différents opérateurs travaillant sur le PCI, par rapport à leur production ? Parle-t-on de résultats de qualité par rapport au programme mis en œuvre ? Les limites, les forces, les retombées, les critiques ... du PCI, ainsi que les perspectives et les évolutions futures ont été entrevues avec le cabinet ministériel de Mme Isabelle Simonis.

Il est important de mentionner qu'en tout début de législature, en 2014, il y a eu un transfert de compétences suite à la régionalisation d'un certain nombre de matières. Nous avons donc récupéré un mécanisme fédéral et nous avons une enveloppe budgétaire à développer rapidement. Le PCI offrait essentiellement du soutien aux associations de terrain. Dans un premier temps, nous nous sommes dit que nous allions maintenir ce soutien, puis nous avons lancé un appel à projet, dans le but de développer plusieurs axes, parmi lesquels on peut citer l'interculturalité, la citoyenneté chez les jeunes, ou encore le soutien aux droits des femmes migrantes.

D'années en années, et face aux demandes toujours croissantes, nous avons petit à petit essayé d'améliorer le dispositif, par rapport aux procédures

de sélection et d'objectivation, et nous avons décidé de le pérenniser, en garantissant un fond financier structurel aux associations, visant à leur donner les moyens d'agir sur la durée.

Nous avons ensuite décidé d'en faire un décret, que l'on a élargi. La thématique – qui émanait globalement de rencontres avec les associations de terrain, ainsi que du comité de pilotage chargé de l'évaluation des dispositifs – était la problématique de la pérennité financière des associations, qui se retrouvent parfois avec un couteau sous la gorge, dans l'incapacité de mener à bien leurs projets.

En plus de pérenniser l'appel à projet, nous permettons aussi aux associations y ayant déjà répondu deux ans de suite de s'inscrire dans une espèce de convention de deux à trois ans, ce qui permet d'avoir un subside au lieu de rendre un appel à projet annuel. Une fois qu'elles ont atteint deux années consécutives, elles peuvent bénéficier du subside et rendre un projet qui va s'étaler sur trois ans, ce qui leur permet de développer une initiative de plus grande envergure, avec différents acteurs, tout en ayant une sécurité financière. L'intérêt est de ne pas effectuer de petits « one shot » mais de pouvoir développer une vision à plus long terme sur le sujet.

Sur base des chiffres qui se révèlent alarmants et des nombreux discours flirtant avec le racisme,

*PCI

« Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité »

En 2015, à l'initiative de la Ministre de la Jeunesse, de l'Enseignement de promotion sociale, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a décidé de mettre en place, à destination du secteur associatif et des pouvoirs publics locaux, un dispositif de soutien à des actions de sensibilisation, d'éducation et de participation à la vie sociale et politique porteuses d'égalité sociale, d'émancipation individuelle et de solidarité. Il entend renforcer le dialogue interculturel en Wallonie et à Bruxelles en favorisant la créativité et la mobilisation des acteurs associatifs et locaux autour d'enjeux tels que la citoyenneté dans un contexte multiculturel, la lutte contre le racisme et la défense des droits fondamentaux de personnes particulièrement fragilisées.

Dans ce cadre, l'appel à projets permet le financement d'activités menées au plan local, supra-local ou à l'échelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles, visant l'éducation des jeunes à la citoyenneté dans notre société multiculturelle, la lutte contre le racisme et les discriminations envers les minorités culturelles, et la défense des droits de personnes fragilisées par l'exil.

Afin de pérenniser ce dispositif et de garantir ainsi une sécurité financière aux organismes bénéficiaires mais aussi pour organiser une gestion transparente de ces initiatives favorisant la réflexion critique et le développement d'une société solidaire, le Parlement a adopté en mars 2018 un décret relatif à la Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité en Fédération Wallonie-Bruxelles¹.

nous avons aussi souhaité intégrer dans ce décret l'obligation pour les pouvoirs publics de mener tous les deux ans une campagne de lutte contre le racisme.

Évidemment, ce décret reprend également les budgets du PCI. Cette campagne de communication, de sensibilisation grand public doit être faite avec des acteurs de terrain comme avec la plateforme de lutte contre le racisme, qui regroupe une série d'associations.



L'appel à projet, quant à lui, est quand même maintenu au-delà du conventionnement, afin d'objectiver le tout, pour que le projet puisse vivre au-delà de cette législature et pour que l'on puisse constamment évaluer et émettre des avis.

De manière permanente, le décret prévoit la création d'un conseil de la promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité, composé à la fois d'académiciens, d'associations et de représentants des pouvoirs publics, dans l'espoir de toucher une sphère relativement large au niveau de la représentation.

Globalement, on peut s'estimer assez satisfaits, car les retombées sont bonnes. À présent, la volonté est de donner un socle stable à ces politiques et de passer d'un appel à projet, qui peut facilement être éconduit, à une loi qui perdurera.

Par essence, une thématique humaine est d'office difficilement mesurable. Par exemple, il est ardu de mesurer l'impact d'une campagne de sensibilisation car il manque des indicateurs objectifs qui permettraient de savoir si le message est bien passé.

¹ <http://www.federation-wallonie-bruxelles.be/index.php?id=247>

Toutefois, il est important de ne pas perdre foi en les diverses actions mises en place, notamment dans les écoles, au niveau de la jeunesse, de l'interculturalité, de la citoyenneté, car ces initiatives et ces mobilisations sont encourageantes.

Pour citer une expérience assez connue : « Ma plume contre le racisme », une initiative du Mrax, qui est un projet d'écriture dans les écoles, est un exemple de succès, avec un public qui ne fait que s'accroître, avec le temps. Cela démontre que l'implication des acteurs porte ses fruits et entraîne un effet multiplicateur qui permet de diffuser encore plus largement le message.

De manière générale, dans les comités de sélection, il faut juger de la qualité des projets et je pense qu'il y a eu un affinage, à ce niveau-là, car à la base, nous partions de rien et nous avons du tout créer, à partir de critères les plus objectifs possibles.

En ce qui concerne les retombées, il existe une grille de sélection et il y a certains projets qui n'ont pas été rencontrés et qui ont demandé des justificatifs ; mais sur le résultat en tant que tel, c'est très difficile à objectiver.

Le PCI est à la base un appel à projet hérité de la 6^e réforme de l'État, le but étant qu'à la fin de la législature, les crédits soient maintenus pour la promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité, qui constituent la base du vivre-ensemble. Créer un décret nous a permis de maintenir ces enjeux-là comme prioritaires.

Diversification de la société et uniformisation des médias

*Quelle place pour l'interculturalité
dans les médias ?*

Selon de nombreux acteurs et analystes, si la société se diversifie, les médias présentent une forte tendance à s'uniformiser. Ceci entraîne des interrogations et problématiques essentielles, en matière de cohésion sociale et de bien-être collectif.

On dit souvent que l'espace public est un espace médiatique. Nos imaginaires individuels et collectifs entretiennent plusieurs rapports avec les médias, pour approcher les différentes informations et les multiples débats de société.

Comprendre, analyser, dialoguer, se positionner reste dès lors dominé par l'information et essentiellement développé par les acteurs médiatiques.

Face à la diversité d'approches, de cultures et d'appartenances qui peuple un espace public passif et déserté, comment les médias se positionnent-ils pour traduire cette multiplicité et contribuer, par la même occasion, à renforcer et à mettre en mouvement nos consciences et nos intelligences communes ?

Par rapport à la tyrannie du marché et les règles qu'il propose pour asseoir sa domination, comment les acteurs médiatiques peuvent-ils reconquérir leur liberté transformatrice, ainsi que leur force anticipatrice pour un éveil citoyen ?

Voici une partie des interrogations que nous avons abordées avec Jean-François Dumont, Safia Kessas, Pierre Doumont et Emilien Hommé.

Médias entre mimétisme et singularité



JEAN-FRANÇOIS DUMONT

Association des journalistes professionnels

Rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire «Le Vif/L'Express» de 1998 à 2006. - Maître de conférences à l'UCL, au département de Communication, de 1987 à 2007. - Chroniqueur à la RTBF-radio (La Première) de sept. 2006 à janv. 2007. Ancien Adjoint au Secrétariat national de l'Association des Journalistes francophones de Belgique (AJP).

On vit dans une impression de paradoxe depuis quelques années maintenant: d'un côté, le monde se globalise, surtout dans le domaine économique, avec la circulation des marchandises par exemple; d'un autre côté, on constate un repli sur soi sur le plan social et humain. Et en effet, si d'une part la société se multiculturalise ou s'interculturalise, il y a ce phénomène d'uniformité, dans les médias.



Ceci dit, il n'est pas totalement neuf, et il repose toujours sur deux mouvements contraires : le premier est l'obsession du mimétisme, à savoir le fait qu'un média a le souci d'avoir comme contenu ce que les autres ont aussi – ce n'est pas pour rien que le premier réflexe d'un journaliste est de feuilleter les journaux des autres – et l'autre mouvement, c'est la volonté de singularité, avoir des choses que les autres n'ont pas. On est médiatiquement dans ce phénomène-là, même avant internet.

C'est vrai que les moyens numériques n'ont fait qu'accentuer ce phénomène, puisque, auparavant, ce que je viens d'évoquer se jouait dans un périmètre régional ou national, tandis que maintenant, il se joue à l'échelle mondiale.



À l'AJP, nous sommes convaincus depuis un certain temps déjà qu'il faut une diversité dans l'information, d'une part, et dans les rédactions d'autre part. Nous avons fait ou suscité des études sur cet enjeu. Il ne s'agit pas d'ouvrir dans les médias des rubriques «interculturalité» ou des pages, ou des chroniques, ce sont des choses artificielles, qui contribuent d'ailleurs plutôt à isoler une question plutôt qu'à l'intégrer comme ça se passait quand il existait, auparavant, des pages «jeunes», des pages «femmes». Cela, c'est du passé.

Média : diversité et interculturalité en déficit

Nous pensons qu'il faut donc une diversité dans l'information dans sa globalité, une diversité au niveau des pratiques. Par exemple, au lieu de toujours se tourner vers des experts qui sont des hommes blancs de quarante ans, il faut aussi tendre le micro à des experts femmes, ou à des hommes d'origine étrangère, des jeunes,... Ce n'est pas que dans la rubrique sportive, qu'on doit rencontrer des acteurs de l'actualité qui soient de couleur ou d'une autre culture, cela devrait être possible dans l'ensemble des rubriques – économiques, sociales etc.

Il ne s'agit pas d'ouvrir dans les médias des rubriques « interculturalité » ou des pages, ou des chroniques, ce sont des choses artificielles, qui contribuent d'ailleurs à isoler une question plutôt qu'à l'intégrer.

Il y a dans la profession journalistique un déficit hurlant de journalistes d'origine étrangère, et donc un déficit de diversité. On peut avoir parfois l'impression inverse parce que c'est une Hakima Darhmouch qui présentait le journal télévisé sur RTL, ou qu'on voit parfois un journaliste africain à l'antenne, mais c'est totalement illusoire et non représentatif. De même, on a parfois l'impression qu'il y a beaucoup de femmes, dans la profession journalistique, parce qu'on les voit à l'écran. Mais elles sont largement minoritaires : 33%, en Belgique.

Il ne s'agit pas de regarder l'autre comme un objet d'information quasiment étranger, mais de l'inclure véritablement, comme un interlocuteur, un expert, un acteur de l'ensemble des actualités ordinaires – du côté des personnes qui font l'objet de l'information comme de celles qui travaillent dans les médias. Il ne faut pas avoir des spécialistes en interculturalité qui se mettent autour d'une table pour faire un débat. L'interculturalité n'est donc pas

un objet en soi ou la matière d'une rubrique, d'une chronique, d'une analyse. Elle doit finir par être un phénomène naturel, par la présence de la diversité culturelle dans l'information.

Concernant la part de l'interculturalité dans les médias classiques et dans les médias dits alternatifs, il y a bien sûr ici la question de savoir ce que sont les médias alternatifs par rapport à des médias classiques. Et aussi, celle de savoir ce qu'est l'interculturalité.

L'interculturalité réside dans le partage de personnes qui ont apporté leur énergie, leur réflexion,

leur pensée ou simplement leur présence dans une même société, où la coexistence et le co-voisinage ne s'arrête pas au périmètre de chacun, mais où il y a des ouvertures, des échanges, des passerelles, des



contacts. En ce qui concerne la multi-culturalité, on est plutôt sur un schéma de coexistence, mais sans nécessairement avoir de relations réciproques. Est-ce que l'interculturalité est plus présente dans les médias alternatifs que dans les médias classiques ? Pour répondre, il faut avoir une lecture systématique et rigoureuse ou faire une étude sérieuse.

Finance et pouvoir politique, source de l'uniformisation des médias



EMILIEN HOMMÉ

travaille à Samarcande depuis neuf ans, en particulier autour de Samarc'ondes, projet éducatif d'expression radiophonique pour adolescents.

Une cause centrale de l'uniformisation médiatique est assurément le fait que l'ensemble de nos médias appartient à quelques personnes et groupes, ce qui n'est évidemment pas favorable à la diversité. Le projet Samarc'ondes, justement, est développé en réponse à l'absence de place pour les jeunes dans les médias dominants ; on leur y donne à peine la parole, et quand on la leur donne, on les cantonne complètement à leur rôle d'adolescent, aux sujets comme les boutons, les examens, l'école ou encore les jeux vidéo. Si on avait des heures, je pourrais être un peu plus nuancé. Mais dans ce cadre, je dois me limiter aux critiques. Ce n'est donc pas étonnant que les médias s'uniformisent, puisqu'ils mettent les personnes dans des cases. Je ne compte plus sur un changement de ces acteurs. Par exemple, ils se limitent très souvent à mettre en avant des personnes qui se trouvent dans une certaine catégorie d'âge seulement – entre vingt-sept et quarante ans –, en manquant toute une diversité qui pourrait être abordée si leurs approches étaient plus larges. Nous savons également tous qu'il y a encore un énorme travail à faire par rapport à la présence des hommes et des femmes et pour trouver une forme d'égalité, à ce niveau.

Du fait de cette situation, développer des approches plus larges, mettre en valeur la diversité est



manifestement plutôt la tâche des petits médias, des petites alternatives. On fait souvent l'erreur de compter sur un relai dans les grands médias, pour nos initiatives, alors qu'on ne devrait pas trop s'attarder à cela, mais mener nos barques entre nous. C'est à nous d'inventer nos alternatives, nos solutions et nos différences.

Pour évoquer la diversité dans le domaine politique et son traitement médiatique, on peut prendre l'exemple de la période des campagnes électorales ; on constate que les trois ou quatre grands partis prennent chaque fois quatre-vingt pourcents du temps de paroles, et qu'on n'entend jamais les petits – ou alors, on les reçoit tous ensemble, sur le même plateau, pendant deux heures. Si l'on voulait enfin entendre autre chose, il faudrait doubler le temps de paroles des petits partis et diviser par deux celui des grands partis. Mais nous en sommes loin.

Certes, je ne veux pas faire une apologie de ce que nous faisons et être acritique sur les médias alternatifs. On peut aussi nous reprocher des choses ; par exemple, on peut peut-être dire que nous sommes parfois sectaires – quand je parle des gros médias, je suis sûrement un peu sectaire. Mais nous sommes sans doute un peu forcés d'avoir une attitude de ce genre, vu les responsabilités qu'ils ont et qu'ils ne prennent pas, vu les clichés, les stéréotypes, l'uniformité qu'ils produisent en masse.

Je défends un peu ma barque, mais nous sommes bien plus utiles et nécessaires que le JT de 19h30, c'est juste une constatation.

Nous avons essayé de collaborer avec la RTBF pendant trois ans, suite à la disparition de tout ce qui concernait la jeunesse, et cela a été trois ans pour rien, parce qu'il ne s'est jamais rien passé, ils nous ont promis plein de chose, comme le fait de se rencontrer autour d'un repas, etc., mais cela a juste été de l'esbroufe, nous n'avons jamais rien vu de concret. Je ne crois pas qu'ils soient prêts au mélange, car nous n'avons pas les mêmes langages.

Ce n'est donc pas étonnant que les médias s'uniformisent, puisqu'ils mettent les personnes dans des cases.

C'est vrai que nous sommes très critiques, mais nous croyons à ce que nous disons et défendons.

Par le travail que nous faisons en donnant la parole, en prenant le temps d'écouter et de récolter des opinions, de construire ensemble, nous pensons pouvoir parvenir à une parole authentique.



Démocratie et participation citoyenne

Rôles et responsabilités des médias

En matière de démocratie et de participation citoyenne dans le domaine médiatique, un élément central, c'est la méthode qu'on utilise – et à ce niveau, la liberté et l'autonomie sont quelque chose d'essentiel. À cet égard, nous sommes le seul service d'aide à la jeunesse où les jeunes ne sont jamais obligés de venir, de participer, de faire une émission de radio. Et c'est pareil pour tous les suivis individuels que nous proposons : si les jeunes veulent vraiment que nous les accompagnions, ils peuvent venir, et s'ils ne le veulent pas, ce n'est pas grave. C'est complètement ouvert et libre.

Toujours en rapport avec le développement de personnalités autonomes, qui réfléchissent (donc on pourrait dire, de citoyens responsables), un autre aspect important de notre méthode, c'est que, dans

tout notre projet radiophonique et éducatif, l'idée est de mettre les jeunes face à leurs contradictions – même si cela doit rester une expérience positive. J'avoue que dans ce qui se raconte chez nous, on ne parle pas beaucoup des élections, de cette préoccupation d'être un citoyen dans la vie, ce ne sont pas des choses qui sont souvent abordées explicitement, même si nous essayons d'amener ça de temps en temps. Mais nous avons vraiment une position éducative d'accompagnement, via notre structure. Nous essayons de proposer deux, trois choses, mais notre but est plutôt d'être derrière le jeune et de lui donner des petites impulsions quand il faut qu'il bouge. Mais à part cela, on le laisse aller, on le laisse se planter, en étant là pour le ramasser, s'il le faut, avant de recommencer.

Des médias interculturels, rêves et réalités.

Au sujet de la question de savoir ce que devraient être idéalement des médias interculturels, Je dirais que cet idéal ou ce rêve se réalise déjà dans une certaine mesure, dans les petites alternatives justement. Il faudrait donc se demander ce que ce rêve serait dans les grands médias, ce qu'on peut rêver d'y voir. Mais malheureusement, comme déjà dit, je crois qu'on ne l'y verra jamais.

Mais c'est sûr que c'est quelque chose de difficile, pour tout le monde. Même si vous, par exemple, avez fait déjà beaucoup d'efforts dans ce sens, avec Carrefour des Cultures, les choses restent quand même souvent plus ou moins cloisonnées, c'est assez compliqué de s'entendre sur toutes sortes de thématiques différentes, des langages différents, des lectorats différents ; il faudrait peut-être chercher du côté des causes de ces difficultés. Les médias alternatifs devraient sans doute essayer de s'entendre entre eux sur ce qu'ils fabriquent.

Concernant les autres acteurs, nous avons eu quelques différents avec la RTBF, comme évoqué, et même un peu Carrefour des Cultures, car vous aviez un peu chapeauté le projet de la Boîte à cliché. Pour moi, les choses resteront comme cela. Je ne veux pas dénigrer le travail qui a été produit, mais je ne crois pas du tout au fait que la télévision va, avec des petites capsules de deux minutes, déconstruire les clichés et stéréotypes qu'elle produit vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

À l'opposé – et pour évoquer ce que nous faisons pour essayer notamment de développer un média qui reflète une diversité –, dans le projet d'expression radiophonique, par exemple, nous prenons en compte ceux qui n'ont pas la parole. Nous prenons le temps de rencontrer les personnes, de voir avec elles ce dont elles ont envie de parler, les sujets qui les intéressent, de voir comment on peut se raconter, quand on est à la radio, devant un micro. Nous récoltons la parole de ces jeunes et ne la laissons pas dormir là, après l'avoir enregistrée, mais nous la diffusons le plus possible, pour tenter qu'elle suscite un intérêt. Mais en même temps,

nous tenons compte de tout ce qui touche à l'intimité, on ne pousse jamais les gens à tout dire. On se distingue donc des grands médias, qui ont d'autres objectifs et d'autres obligations, qui font qu'ils ne prennent pas du tout le temps.

Une démarche qui peut enrichir les choses, c'est aussi la collaboration avec des médias d'autres pays. En ce qui nous concerne, nous ne sommes qu'à des débuts, à ce niveau – même si nous avons diffusé une émission au Canada –, mais les choses évoluent, je ne suis pas loin d'avoir un contact pour diffuser des émissions sur une radio en Kabylie, grâce à un beau-frère qui vient de là-bas. Étant chargé de communication à mi-temps, je n'avais jamais vraiment eu le temps de m'occuper de cette possibilité, mais je suis 100% preneur.

Dans les alternatives médiatiques en matière de diversité culturelle, il y a aussi les médias dits communautaires. À priori, c'est extrêmement positif que de telles radios et autres médias de ce type existent. Je ne les connais pas bien, je ne sais pas

Pour évoquer la diversité dans le domaine politique et son traitement médiatique, on peut prendre l'exemple de la période des campagnes électorales ; on constate que les trois ou quatre grands partis prennent chaque fois quatre-vingt pourcents du temps de paroles, et qu'on n'entend jamais les petits.

comment ils fonctionnent, mais si elles permettent à des populations qui sont à priori étrangères de créer un pont entre leurs cultures, entre leur pays d'origine et ce qu'il se passe ici, cela peut vraiment contribuer à l'interculturalité. Nous avons déjà été en contact avec des radios comme celles-là autour de la diffusion ; les choses ne se sont encore jamais mises en place, mais je suis sûr qu'elles le pourraient, avec un peu de temps et d'énergie pour des partenariats.

Davantage de diversité dans les médias

Analyses et pistes d'action



SAFIA KESSAS

*Journaliste et chroniqueuse en charge de la cellule
Diversité et Égalité à la RTBF.*

Après la réalisation d'une quinzaine de films, tels que « Le Jihad des mères » ou encore « Auschwitz », elle devient journaliste, réalisatrice et productrice pour la RTBF.

Les médias sont en pleine mutation, ils sont en train de se redéfinir et de se transformer par rapport à une révolution numérique qui est toujours en cours, et par rapport à un déplacement sur Internet. En lien avec cela, j'ai l'impression qu'on essaye justement de s'adresser à tous les publics, même si l'on n'y parvient pas toujours. Il est possible que les contenus se ressemblent, car ceux qui les font sont en général issus des mêmes écoles et des mêmes milieux. L'enjeu central, c'est donc qu'il faudrait diversifier davantage les gens qui sont derrière les caméras et les ordinateurs, pour pouvoir avoir un reflet sans doute plus juste de la société. Notons aussi que quand on se promène sur les réseaux sociaux, on y voit toute sorte de contenus et, indépendamment de l'uniformisation en question, on peut s'y abreuver à des médias des quatre coins du monde. L'importance des médias mainstream n'est donc plus aussi fondamentale qu'avant, ce qui oblige justement ces médias à aller davantage vers tous types de publics. Un exemple récent dans ce sens, à la RTBF, c'est le projet Tarmac, qui se centre sur les cultures urbaines. Et nous sommes là dans un mouvement qui va se poursuivre.

La démarche que la RTBF a choisi – puisque c'est à ce titre là que nous nous parlons –, c'est le concept de diversité inclusive ; et c'est comme cela que les choses doivent fonctionner, dans les médias. C'est la manière la plus juste et la plus simple de



Fondé en juin 2017, Tarmac est un média audio et visuel dédié au hip-hop et à la culture urbaine. Il cible un public âgé de 15 à 25 ans.

faire de l'interculturalité. Il s'agit de sortir de ce qui peut ressembler à une altérité apparente, par exemple en recueillant l'avis d'une femme sur des questions d'économie, l'avis d'une personne âgée sur des questions d'éducation, l'avis d'un jeune sur des questions d'écologie... L'idée est donc d'ouvrir les perspectives, en montrant des gens qui pensent de façon individuelle, non dans le cadre d'un groupe auquel ils sont censés appartenir. Cela, pour moi, c'est la clé ; il faut par exemple arrêter de renvoyer les femmes à des questions de maternité, d'éducation... Travailler sur l'interculturalité ou sur la diversité, c'est donc casser les stéréotypes, se permettre d'avoir un contenu ou des avis plus créatifs et plus qualitatifs, parce qu'ils contiennent de la diversité. Cela évite de renvoyer les gens à une forme d'assignation.

Il y a aussi aujourd'hui une réflexion sur ce qu'on appelle le journalisme de construction ; c'est quelque chose qui se développe de plus en plus, et qui consiste à se décentrer, à aller vers d'autres publics, à aborder les choses sous différentes perspectives, à être également dans une recherche de solutions. Car les gens n'ont plus envie d'avoir

une information sur les trains qui arrivent en retard, ni d'une approche qui se limite à un constat, avant de passer à l'information suivante ; il y a le souhait que les choses soient inscrites dans un contexte,



« *Le Djihad des mères* », un film réalisé par Safia Kessas en 2015.

qui donne du sens. Ce n'est pas toujours possible, car il y a aussi un autre problème, dont on ne parle pas beaucoup : la question des moyens, et le fait qu'on demande à des journalistes d'être multitâches, très rapides, d'être les premiers, d'être sur tous les supports et médias en même temps.

La diversité des origines culturelles des acteurs médiatiques peut aussi être un facteur positif supplémentaire. À la RTBF, s'ils ne sont majoritaires, ils sont en tout cas présents. Il reste que les minorités visibles dans la société sont souvent assez invisibles dans les médias, et qu'il faut donc continuer le travail, par rapport à ce problème.

Il y a aussi d'autres variables importantes, comme les catégories socio-professionnelles ; en général, ce sont surtout les catégories supérieures, qui sont représentées dans les médias. Les femmes, aussi, restent minoritaires, au niveau de leur représentation médiatique. Il y a également la question du handicap, ainsi que celle de l'âge – les personnes âgées sont pour ainsi dire invisibles. C'est une question vaste, qui demande de la nuance. Nous travaillons sur toutes ces questions. On constate notamment que, en général, on va vers ce qui nous ressemble – cela a été vérifié scientifiquement. J'en reviens donc toujours à la même question : qui fait le média, qui le crée ? Tant que la diversité ne sera pas optimale au niveau des faiseurs de contenus, on continuera à tourner en rond, par rapport à ces problèmes.

Un exemple particulièrement intéressant, en matière de diversité dans les médias : la chaîne britannique « Channel 4 ». Ses responsables ont compris comment il fallait travailler l'interculturalité ; car justement, il n'y a pas là de renvois, d'assignation, on

fait jouer des handicapés avec des problématiques universelles, on oblige les productions extérieures à recruter des personnes issues de la diversité, etc. C'est d'après moi un modèle à retenir.

Un autre enjeu de la diversité médiatique est lié aux rapports médias « classiques » / médias « alternatifs ». À ce propos, je dirais que tant que l'on n'aura pas un cadre de discussion formel entre ces différents acteurs, on sera toujours dans une forme d'incompréhension.

Un autre enjeu de la diversité médiatique est lié aux rapports médias « classiques » / médias « alternatifs ». À ce propos, je dirais que tant que l'on n'aura pas un cadre de discussion formel entre ces différents acteurs, on sera toujours dans une forme d'incompréhension. Nous vivons des expériences très différentes et nous avons du mal à les rapprocher, c'est-à-dire à trouver un cadre et un dialogue. Ce qui serait vraiment intéressant, ce serait qu'il y ait entre les différents médias un dialogue construit, régulier, sur le long terme, cadré, avec des objectifs. Tant qu'on en restera un peu à l'expérience personnelle, dans son coin, on se regardera un peu en chiens de faïence. Je n'appartiens ni à un camp, ni à un autre, car je suis libre de traiter les sujets que je veux ; par exemple, l'année dernière, j'ai traité les manifestations à Bruxelles, et ce genre de choses. C'est une question de culture ; parfois, cela n'intéresse pas les journalistes et ils ne comprennent pas toujours l'impact ; d'autres fois, ils le comprennent. Ce sont des choses difficiles à mesurer. En tout cas, tant qu'on n'aura pas un canal de discussion formel, il y aura toujours du ressentiment, vis-à-vis des médias « dominants ».

« *Auschwitz* », un film réalisé par Safia Kessas et Léa Zilber.



Le média de proximité, une autre voix pour la diversité



PIERRE DOUMONT

Rédacteur en chef à Canal C

Amoureux de l'Afrique et auteur de plusieurs reportages en lien avec ce continent, Pierre Doumont fait de la diversité un outil de travail, mais aussi une pratique du quotidien. Rédacteur en chef à Canal C, il contribue à ouvrir l'antenne à l'altérité et à la différence pour donner un sens au dialogue des cultures.

La force d'une télévision locale, c'est justement de ne pas jouer dans la voie de l'uniformisation. Nous devons nous distinguer par la proximité et par le reflet que nous donnons de la société. Nous avons constaté depuis une trentaine d'année que la société se diversifie et nous voulons refléter cette diversité dans nos programmes, y compris sur le web et les réseaux sociaux. Et nous n'avons pas attendu 2018 pour le faire.

Par exemple, en 1997, nous avons lancé une émission qui s'appelait « Sans Invitation » et qui était justement co-présentée par un journaliste d'origine ivoirienne et moi-même. Nous invitons des personnes d'origine étrangère comme des Belgo-Belges et cela pouvait être des gens qui avaient des situations tout à fait différentes les uns des autres, dans la société. Nous avons par exemple invité le directeur de chez Materne et un délégué syndical d'origine algérienne. Nous les envoyions à un événement auquel ils ne seraient jamais allés – cela pouvait être un match de basket, le grand feu de Bouge, une exposition d'Oxfam sur le « made in dignity »... À la sortie de l'événement, on leur demandait un petit commentaire qu'on enregistrerait, on faisait éventuellement un portrait d'un des deux personnages, puis on était en direct avec eux. Par exemple, quand il y a eu le grand feu, on a eu une discussion sur la signification du feu au Congo, puisqu'il y avait une personne d'origine congolaise et une autre d'origine marocaine ; donc, on confrontait un peu les significations. Cela permettait

à la fois de montrer la diversité, de montrer le fait qu'il y a des personnes qui sont d'apparence d'origine étrangère mais qui ont un emploi, qui sont infirmières, médecins, délégués syndicaux. On a invité à l'époque une réfugiée albanaise qui était journaliste, dans son pays d'origine.

Par la suite, on s'est dit que tout le monde ne regardait pas cette émission, et qu'il faudrait donc peut-être que dans le JT, il y ait cette diversité-là. On m'a clairement demandé de me réorienter vers les infos. Ce n'était pas si évident que cela, mais maintenant, la rédaction a bien intégré le fait que si nous allons à un événement, il faut aussi que la diversité soit là, dans les interviews. Concernant



Canal C, je n'ai pas peur du tout de faire un comptage, on ne va sans doute pas avoir une représentation équivalente de

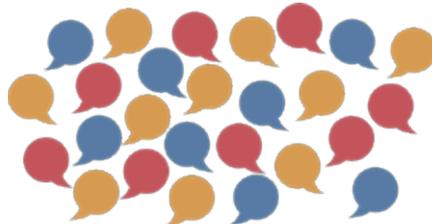
chacune des communautés, dans les pourcentages, mais en tout cas, des personnes de différentes origines ont été interviewées. Cela ne provient même plus d'une obligation, de notre part, c'est tout à fait naturel.

Concernant le traitement d'un sujet très délicat comme les actes terroristes – que beaucoup relient aux difficultés entre cultures –, les choses n'ont pas été faciles. Nous nous sommes dit qu'il faut peut-être aussi donner la parole aux personnes qui sont pratiquantes musulmanes. Nous avons essayé, mais les personnes ne comprenaient pas pourquoi

on venait leur demander leur avis. Par contre, en France, des Imams ont manifesté et sont allés de ville en ville pour exprimer leur point de vue et leur désapprobation des actes en question, ce que j'ai trouvé intéressant ; mais on n'entend pas ces personnes. J'ai néanmoins pu recueillir des avis auprès de personnes que je connais. Les difficultés viennent peut-être aussi du langage qu'on utilise, qui n'est peut-être pas non plus des plus appropriés. On a donc intérêt à être mieux formés, quand on parle de telles matières. Personnellement, j'ai la chance de voyager beaucoup en Afrique, donc j'ai peut-être une approche un peu différente, mais ce n'est pas le cas de tous mes collègues.

Nous avons également beaucoup investi dans le centre d'accueil des réfugiés de Belgrade, nous avons beaucoup montré la mobilisation citoyenne, en disant : « ce sont des gens qui ont quitté la Syrie en guerre, il faut les accueillir dignement ». Nous avons par exemple, chez nous, un caméraman d'origine syrienne, pour plusieurs mois, ce qui créé aussi des contacts.

Nous avons aussi la volonté de mettre en valeur ce qui se fait du côté des associations, car il y a beaucoup de bons projets – mais souvent, on nous averti tard, quand le projet est fini. Par exemple, il y a quelques années, une excellente initiative a été développée à Sambreville, autour des 53 nationalités représentées là ; tout un travail a été mené, pendant plus d'un an, et cela a abouti à une fête. Le plus intéressant aurait été de pouvoir suivre tout le travail, tout le processus. Il y a aussi eu un projet avec les habitants proches du théâtre de Namur, un travail photographique avec une démarche de rencontre, et on nous a invités pour l'exposition. Prévenus plus tôt, nous aurions pu rentrer dans trois ou quatre familles, en choisissant justement des gens d'origines différentes, pour montrer la vitalité du quartier.



Concernant la diversité d'approches médiatiques, par le développement de différents types de médias, nous tentons aussi de saisir des occasions pour y contribuer. Par exemple, quand le magazine Médor est sorti, nous avons invité un de ses responsables, pour mettre en valeur une presse différente, qui



fait du journalisme d'investigation. Nous sommes plutôt généralistes, nous essayons aussi de faire de l'investigation, mais cela demande des moyens, une organisation, ce n'est pas toujours facile, dans les petites rédactions. Mais la porte n'est pas du tout fermée. Nous avons aussi collaboré avec « Télévision du monde », autour du lancement de ce projet, nous avons participé à la réflexion.

En terme de projets interculturels, j'ai réalisé un documentaire sur quatre personnages, deux de Namur et deux qui vivent au Burkina ; cela dure 72 minutes et il n'y a pas de commentaires, on découvre ces gens dans leur vie quotidienne. L'un d'eux suivait une formation en maçonnerie et est aussi musicien ; nous l'avons suivi lors de ses cours, dans les concerts qu'il donnait, à Esperanzah,... Ensuite, nous sommes allés rencontrer ses amis au Burkina. La question était : si un Burkinabé vit en Belgique, comment les choses se passent-elles, quand il rentre au pays ? Les gens pensent qu'il a beaucoup d'argent, alors qu'il travaille, et que pour lui, 1€, c'est 1€.

L'autre Burkinabé que nous avons suivi travaille au service propreté de la ville de Namur. C'était amusant de l'accompagner: Namur, c'est sa ville, il la nettoie, et il connaît tout le monde. Nous lui avons payé un ticket d'avion pour retourner dans sa famille au Burkina, avec nous, pour essayer de comprendre pourquoi, un jour, il avait décidé de quitter ce pays. Nous sommes arrivés à l'improviste chez ses parents, chez sa grande sœur, qui nous a fait des discours formidables, sur sa vision de l'Europe. On pense que tous les africains veulent venir en Europe, mais elle a exprimé des réponses et des points de vue très différents, et extrêmement intelligents. Nous avons aussi suivi un Burkinabé qui avait vécu 10 ans en Allemagne et était rentré au pays pour s'y rendre utile ; il y a créé une société, où il a engagé 50 personnes.

C'est lui qui a été le plus dur à convaincre, car il nous a dit qu'il détestait les Belges, que ce sont des racistes. Je lui ai dit que c'est une phrase globale; je n'avais que deux heures pour le convaincre, mais je le voulais absolument. Heureusement, cela a fonctionné. Il pensait qu'on couperait ce qu'il allait dire sur la Belgique, sur l'Europe, et je lui ai dit que j'allais respecter sa parole, son esprit. Maintenant, quand on s'appelle, je vois qu'il a changé son image. Le film a été présenté à Canal C, dans des festivals, et aussi au Burkina. Là, c'était très intéressant de voir comment, dans un quartier populaire, les habitants d'Afrique regardaient des scènes tournées en Belgique, tandis qu'on y suivait les Burkinabé de Namur; dans ces scènes, on voyait notamment des gens sur le sol, des personnes sans domicile ; cela a fortement interpellé les Africains, même si on ne s'était pas appesanti sur ces choses-là, mais on les a tout de même montrées. Une autre scène qui a interpellé, c'est celle où j'ai demandé à une personne rencontrée si elle connaissait ses voisins, et qu'elle a répondu que non, même si elle l'aimerait bien, et souhaiterait leur montrer comment elle joue du djembé. En entendant cette réponse-là, les gens d'Ouagadougou ont été vraiment frappés, car pour eux, ce n'est pas possible d'habiter dans la même maison sans connaître ses voisins.

La force d'une télévision locale, c'est justement de ne pas jouer dans la voie de l'uniformisation.

Je voudrais bien travailler sur d'autres sujets comme cela, notamment sur les Camerounais, sur la façon dont ils s'intègrent dans la société, sur la question de savoir ce que c'est que l'intégration, les difficultés rencontrées,...

J'ai aussi pu faire un autre documentaire sur des Sénégalais et des Burkinabés qui ne voulaient pas venir en Europe et qui développaient leurs projets chez eux – et s'ils voulaient venir en occident, c'était pour une formation spécifique ou pour du tourisme, mais pas comme migrants. Dans ce cadre, j'ai notamment discuté avec une dame de 60 ans qui fabrique des poupées, dans un atelier qui se trouve chez elle, et où quatre autres femmes travaillent avec elle. Elle m'a demandé: « Mais pourquoi est-ce que j'irais en Belgique

ou en France, alors que j'ai tout ce qu'il faut ; j'ai mon travail, c'est moi qui l'ai créé. Si j'ai besoin de nourriture, je vais au marché. Je suis bien mieux que si je vivais en France ou en Belgique ». Je trouve que cela aussi, c'est important de le montrer.



Je me souviens aussi d'une chose intéressante que nous avons faite dans le cadre du magazine « Entrée Libre » – qui est un espace de parole libérée de 13 minutes. Nous y avons invité un sociologue d'origine turque, qui vit à Namur, et avait écrit un roman sur la Turquie. Nous avons discuté des thématiques abordées dans ce livre. Nous avons aussi invité « Caravane pour la paix », une association qui existe depuis 10 ans, pour la défense des femmes migrantes – nous avons lié cela à la journée des droits des femmes, le 8 mars; un JT a été consacré entièrement à des thématiques « femmes », et il a été suivi d'une rencontre avec la présidente de l'association. La diversité est là aussi, il y a ici des gens qui sont des auteurs, des romanciers,... Un autre exemple de ce type: nous avons rencontré, il y a trois ans, quelqu'un qui a écrit un livre sur les métis nés en Afrique et enlevés

à leur famille par la Belgique, autour des années 1960. Ils étaient envoyés dans des orphelinats ou des pensionnats, et leur nom était changé. C'est une problématique qui est tout à fait d'actualité, dans les débats. Maintenant, la Belgique a reconnu officiellement ces erreurs. Il y a une petite dizaine d'années, j'ai eu l'occasion d'animer une soirée un peu à l'improviste, avec un petit documentaire tourné par une Burundaise. Il y a eu entre 250 et 300 personnes, dans la salle du cinéma Forum. J'ai vu des personnes de 75 ans qui pleuraient, tant c'était dramatique. Surtout les mamans, car certaines d'entre elles n'avaient plus de nouvelles de leurs enfants depuis 20, 30, 40 ans. Certaines disaient : « je cherche ma fille, mais je ne sais pas comment faire, je ne sais pas où aller ». Forcément, si le nom de la fille a été changé. Tout de suite, nous nous sommes dit que cela valait la peine de l'inviter et de parler de cette réalité-là. Pour ce genre de choses, nous collaborons avec la RTBF et Vivacité. Il y a eu des témoignages effarants. Je me souviens que la journaliste découvrait cette réalité-là, car ce

sont des faits très peu connus. J'étais content de participer à cette divulgation, car de très nombreux métis sont concernés, ici. Par exemple, un Burundais qui vit ici, à Namur, a retrouvé son frère à Kigali, au Rwanda, 35 ans après sa disparition. Il savait qu'il avait un frère, mais il ne savait pas où il était. L'auteur nous a aussi expliqué qu'il a écrit le livre suite à une interpellation d'une maman, au Congo, qui disait qu'elle avait deux filles mais sans savoir où elles étaient. Il a alors commencé à enquêter, même si ce n'est pas son métier. Finalement, il a retrouvé une fille en Belgique et l'autre en Allemagne. Il leur a dit que leur maman vivait encore et les attendait. L'une des deux ne voulait pas retourner voir sa mère, car elle pensait qu'elle l'avait abandonnée et trouvait cela scandaleux. Mais ce n'était pas le cas, les enfants avaient été envoyés dans un pensionnat, et on avait dit aux parents qu'ils recevraient des nouvelles plus tard. On n'avait même pas demandé l'avis des parents, c'est vraiment un scandale. Donc voilà, c'était un autre exemple de ce qu'on peut faire à Canal C.

Regards de migrant Intégration, interculturalité et médias Réflexion collective

FLECI – Français Langue Étrangère, Citoyenneté et Interculturalité – vise un enseignement du français associé à une promotion de la découverte de la culture et des codes du pays d'accueil, ainsi qu'à la socialisation des participants. Lors du dernier module de l'année académique 2017-2018, nous avons activé un espace de réflexion et d'ateliers et ce, pour mettre en exercice et en questions les différentes approches des concepts qui dominent le débat de société, quand il est question d'immigration et d'intégration. L'occasion fut propice à créer des passerelles entre ces questionnements et le projet global de Carrefour des Cultures, à travers les axes médias et interculturalité, ainsi que notre périodique Pluricité.



Nous avons choisi de vous faire part de quelques propos recueillis lors de l'animation des ateliers FLECI. Dans ce premier volume nous proposons un ensemble de visions en lien avec les médias.

37

Médias communautaires : nécessité ou substitut ?

Je pense que le média communautaire peut être intéressant pour faire la médiation entre la communauté des Belges d'origine et les autres communautés. *Alma*

Je connais une radio communautaire mais je lui reproche de ne pas être professionnelle. On y parle dans un dialecte très fort du nord de l'Albanie et de faits très « anciens » : la problématique du Kosovo revient sans cesse dans les sujets abordés, et on oublie de présenter l'actualité. *Albert*

Les médias communautaires sont très importants pour informer un groupe spécifique sur les choses qui sont intéressantes pour sa propre communauté. *Rafael*

Il est important pour nous, qui sommes éloignés, de recevoir des infos de notre pays ou continent. Les médias communautaires peuvent servir à cela. Surtout que les médias traditionnels ne parlent pas beaucoup de l'Afrique, et plus précisément de l'Angola (mon pays d'origine). *Antonia*



Lire l'interculturalité

La représentation d'un système d'éléments différents mais liés, et qui se déplacent en harmonie. À CdC, on vit l'interculturalité : on rencontre des personnes de différentes cultures, et on peut partager : des recettes, des idées politiques... À l'extérieur, je n'ai pas spécialement remarqué un manque d'interculturalité, et je trouve qu'il n'y a pas beaucoup de communautarisme. Pour moi, la diversité est très intéressante ; je suis très curieuse des autres cultures, des autres modes de vie, on peut beaucoup apprendre. Il est vrai que j'aime voyager, et j'ai déjà vécu dans différents pays. Je suis très intéressée, aussi, par les religions et leurs pratiques, même si ce n'est pas facile de les comprendre. C'est très dommage que, parfois, on n'échange que certaines choses pas très profondes, pour moi : âge, profession, pourquoi je suis ici... C'est très bien d'avoir un espace où nous pouvons écouter, partager. Pour partager il faut d'abord écouter. *Alma*



À CdC, on fait des projets et on échange des idées ; j'ai pu écrire un article sur les droits des femmes en Albanie, pour notre revue *Nouveau Souffle*, et j'ai pu présenter notre projet à la fête de fin d'année. Les gens, ici, sont compréhensifs et ouverts, je me sens en confiance. J'aime partager ma culture et celle des autres, et je respecte tout. Mais à l'extérieur, il y a des gens fermés : des voisins qui ne me parlent pas, qui regardent ma culture comme si elle était inférieure, etc. Il faut comprendre les autres cultures pour coopérer avec les gens qui en sont issus, s'assembler pour être plus forts. C'est parfois difficile, mais on peut travailler pour y arriver. *Amarda*

Pour moi le projet est très intéressant et peut apporter des réflexions très riches. Je viens d'Angola et j'ai reçu une éducation très fermée. En quittant mon pays, j'ai vu à quel point il est important de partager et d'avoir une connaissance d'autres cultures. À CdC, on nous accueille très bien : pas seulement humainement, on nous donne des outils pour établir notre accueil. Cela est très précieux pour nous. Le thème de l'interculturalité est très important, il doit être vu comme une discipline à part entière. Nous ne sommes pas coupables de faire des erreurs dues à notre manque de connaissance des cultures mais nous le serons si nous ne profitons pas des occasions de s'instruire. *Antonia*

Je ne veux pas assimiler la culture des autres ; moi, ma culture, je veux la garder, ça ne regarde personne, c'est mon choix. C'est cela, l'intégration? *Malika*



Dans le monde, il y a beaucoup de diversité : origines, cultures, habitudes... Grâce au projet auquel nous allons participer, nous pourrions nous exprimer sur notre diversité et apprendre des autres. À mon avis, l'interculturalité est très utile pour l'intégration ici en Belgique. Je suis en Belgique et j'apprends le français, j'avance vers les Belges pour pratiquer la langue notamment, je fais des efforts malgré ma timidité et le fait que j'ai peur de faire des fautes. Pourtant, parfois, il y a des situations où, malgré la diversité, il n'y a pas d'interculturalité : à la crèche, il y a beaucoup de mamans de cultures différentes mais chacune reste seule et ne parle pas aux autres, sauf si elle partage la même culture. Dans mon pays (Syrie), il y a de la multi-culturalité mais pas beaucoup d'interculturalité : les personnes étrangères se regroupent entre elles, dans des quartiers spéciaux. Je pense donc que la démarche interculturelle peut être apprise, et je serais très heureuse de l'apprendre. *Hamida*

CdC est un espace qui permet à un public très divers de réfléchir, de s'exprimer pour créer et agir. Tout cela avec des cultures et idées différentes et respectées. Moi, j'accepte les autres cultures mais je suis contre l'assimilation. Pour une nouvelle vie, on doit utiliser l'interculturalité : adopter une manière de vivre qui convient au groupe. Ce qui me dérange, c'est que, ici, on valorise souvent la culture de la Belgique : on dit que les Belges sont gentils, ouverts et accueillants ; mais dans notre pays d'origine, c'est aussi ainsi ; mais on n'en parle pas. Ici, on est toujours celui qui est accueilli et pas celui qui peut accueillir. Je suis content d'avoir l'occasion de m'exprimer sur tout ce qui me frustre parfois. Mais comme disait Nelson Mandela, il y a « un long chemin vers la liberté ». *Albert*

Les cultures sont très importantes à apprendre pour communiquer avec les gens. Ici, dans le groupe, nous avons l'occasion de le faire. Heureusement qu'il y a des espaces dédiés à ce type de projets : en-dehors, je n'ai pas beaucoup de relations avec les voisins, c'est parfois difficile de se comprendre (au-delà de la « barrière » de la langue). Il est vrai qu'avec l'apprentissage de la langue française, les nouveaux arrivants peuvent se sentir en confiance et avancer dans leur nouveau chemin. Mais ce n'est pas suffisant. Il est important de connaître les traditions, les coutumes, les religions et l'histoire des autres. Cela augmente nos connaissances et nous pouvons ainsi transmettre cela à nos enfants. Réfléchir sur l'interculturalité, sur sa présence et transmission dans la société, voilà des bases pour aborder les cultures. *Varduhi*

Comment se positionner quand, à l'école, on ne respecte pas la diversité de nos enfants ? *Amarda*

En théorie, l'interculturalité paraît simple ; mais c'est le contraire, dans la pratique : comment partager ma culture albanaise avec les gens d'ici ? Que peut-on proposer ? *Albert*



Je peux parler, m'exprimer, et partager ma culture avec d'autres. Dans mon pays d'origine, il y a différentes cultures et, parfois, elles ne vivent pas bien ensemble : par exemple, les Arabes et les Berbères sont parfois distants, les mariages ne peuvent pas se faire entre eux... Il y a des gens fermés. Ici, en Belgique, il y a aussi des soucis : par exemple, un jour, sous un abribus, une personne a déposé des affaires sur une place alors que je voulais m'y asseoir. J'ai donc demandé poliment qu'elle libère la banquette. C'est ma place, elle me revient de droit. C'est ainsi dans tous les aspects de la vie en communauté. Chacun a sa place et il ne doit pas avoir peur de la réclamer. Je suis une personne. J'ai un parcours de vie unique. J'ai des spécificités. Je dois pouvoir m'exprimer. *Malika*

C'est à nous, citoyens, de permettre le vivre ensemble et de trouver des espaces et du temps pour en parler. À CdC, on a l'opportunité de parler des détails de notre quotidien et de pans de notre culture. Il y a de grandes différences entre la culture d'ici et la mienne d'origine : respect, coutumes, traditions, hospitalité, être au courant de certaines règles évite de « faire des gaffes ». Partager les idées est essentiel pour apprendre. Dans mon pays (le Venezuela), il y a beaucoup d'étrangers et de personnes avec des cultures différentes : moi, je vivais l'interculturalité, je peux donc l'expliquer aux autres, je n'ai pas besoin d'apprendre ce que c'est. Par contre, il est intéressant pour moi de partager ma vision de l'interculturalité avec le groupe, et d'accueillir les différentes réflexions. Nous pouvons apprendre aussi différentes notions : assimiler, séparer, marginaliser, que représentent ces termes ? Pour moi, le projet pourrait s'intituler : « Expressions du peuple dans sa diversité : cultures et partage. » CdC a une fonction primordiale : il y a beaucoup d'activités pour les personnes de différents pays, différentes cultures et différentes langues. En apprenant le français, ici, on apprend aussi une autre culture. Outre le cours de FLECI et l'atelier citoyenneté, j'ai participé cette année à un cycle de cinéma, projet citoyen de proximité et de fraternité qui s'intéresse à l'homme dans sa diversité, dans ses relations avec les autres. Le présent projet est nécessaire : je ne pense pas que tout le monde se place dans une démarche interculturelle car, pour cela, il faut avoir reçu une éducation « openmind ». Dans notre société, il y a beaucoup d'individualisme et certains se centrent sur leur culture. Il y a aussi le problème de la culture « mainstream », de la globalisation... Le sujet est très vaste. *Rafael*

Je soutiens l'action de Carrefour des Cultures

Seule l'action en commun peut apporter des transformations durables et adaptées à nos besoins individuels et collectifs.

Pour ce faire, je choisis de rejoindre Carrefour des Cultures et je souscris à sa Charte.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Centre d'intérêt :

.....
.....
.....
.....

Thématiques préférées : *(biffer la mention inutile)*

- Démocratie
- Diversité
- Citoyenneté
- Interculturalité

À renvoyer par poste ou par mail à :

Carrefour des Cultures ASBL
Avenue Cardinal Mercier, 40
5000 Namur
jeanmarie.delmotte@carrefourdescultures.org

Charte de Carrefour des Cultures

La Citoyenneté, la Diversité et la Démocratie constituent les trois piliers de Carrefour des Cultures qui promeut l'idéal d'une société à la construction de laquelle toutes les composantes, toutes les diversités participeraient – ce qui constitue pour nous une condition nécessaire de la Démocratie.

Ainsi, dans cette approche, Citoyenneté, Diversité et Démocratie s'alimentent et se renforcent les unes les autres.

- Considérant que l'associatif est un terrain fertile pour cultiver les débats de société et élever les discours et pratiques capables d'accompagner les transformations de la Société ;
- Considérant que CDC est une initiative volontaire visant à apporter des éléments de réponse à ce défi central de l'action associative ;
- Considérant que le triptyque Diversité-Citoyenneté-Démocratie suscite une réflexion et un débat de société et invite à une implication continue de tous les acteurs ;
- Considérant que l'intégration est un processus individuel, mutuel et collectif qui implique la participation à la vie économique, culturelle, sociale et politique ;
- Considérant que la politique de l'immigration doit s'écarter de toutes les visions réductrices qui mettraient l'accent sur la procédure d'admission /refoulement, sans se soucier des vrais problèmes des personnes venues d'ailleurs ;
- Considérant qu'on ne peut mesurer la Démocratie qu'à l'aune de l'interaction entre citoyens et Espace Public, dans un mouvement continu, et de la capacité d'impliquer toutes les composantes de la société et du respect de la voix des minorités ;
- Considérant que la Diversité culturelle se devrait d'être appréciée comme une source d'enrichissement et d'émancipation de l'individu, de la communauté et de la Société ;
- Considérant que l'égalité des genres doit se conjuguer avec celle des droits ;
- Considérant que le bien-être collectif est un idéal qui ne peut être concrétisé que par une justice sociale et par l'égalité des droits ;
- Considérant que la liberté d'expression est un droit inaliénable et une responsabilité des médias mais aussi des citoyens ;
- Considérant que le rôle prépondérant des médias dans nos sociétés modernes nécessite une vigilance, un contrôle, un esprit critique de l'ensemble des citoyens à leur égard ;

- Considérant que les relations entre les peuples et les cultures ne peuvent être bénéfiques que si elles reposent sur l'équité sans aucune hiérarchie ni domination ;
- Conscient de l'étendue de ces thématiques et enjeux, soucieux d'honorer son engagement associatif et citoyen, Carrefour des Cultures s'efforce de mettre ces objectifs en mouvement continu et invite femmes et hommes à le rejoindre pour ce faire.

Carrefour des Cultures se propose donc de :

- Contribuer au développement d'une mondialisation qui corresponde à un dépassement des nationalismes, au progrès vers un réel universalisme intégrant toutes les diversités et favorisant leur métissage et non à une simple généralisation des échanges de marchandises aux profits des plus favorisés.
- Favoriser la solidarité, la coopération internationale et un développement, notamment culturel, respectueux de l'homme et de l'environnement.
- Promouvoir le développement d'une citoyenneté créative intellectuellement et active socialement, condition nécessaire aux choix sociétaux cohérents.
- Stimuler la réflexion sur les alternatives ou sur les compléments à la Démocratie, en créant des espaces de débat favorisant l'intelligence collective rassemblant des participants de toutes origines, culturelles et/ou sociales.
- Mettre en avant les droits de la personne et des communautés. En particulier : le droit à la liberté de pensée et d'expression ; le droit à vivre sa culture et sa religiosité dans de bonnes conditions ; le droit à la satisfaction réelle des besoins matériels de chacun ; le droit de vivre dans un environnement à la fois sain et humain ; le droit de tous à voyager, notamment pour quitter des situations tragiques ; le droit des pays fragilisés à la justice dans les rapports économiques internationaux.
- Favoriser, accompagner, outiller la lecture critique des médias ; promouvoir l'introduction de davantage de diversité culturelle dans la sphère médiatique ; contribuer à l'investissement des citoyens dans le domaine des médias, notamment dans leur création.
- Favoriser la collaboration, la visibilité, l'échange et le débat au sein de la société civile organisée ; contribuer au développement de plaidoyers et à leur mise en valeur face aux décideurs ; promouvoir un contrôle du politique par les citoyens.



Carrefour des Cultures
Des singularités
pour une citoyenneté plurielle

Avenue Cardinal Mercier, 40
5000 Namur

Tél : 081/41 27 51

E-mail : info@carrefourdescultures.org

Site internet : www.carrefourdescultures.org



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Wallonie